

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 1339

[S - C - 99/16119]

22 AVRIL 1999

Loi relative aux professions comptables et fiscales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**TITRE Ier. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**TITRE II. — De l'institut des experts-comptables  
et des conseils fiscaux**

CHAPITRE Ier. — *Création, objet, membres*

**Art. 2.** Il est créé un Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, ci-après appelé l'Institut, qui jouit de la personnalité civile.

L'Institut est titulaire des droits et obligations de l'Institut des experts-comptables.

Son siège est établi dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

**Art. 3.** L'Institut a pour mission de veiller à la formation et d'assurer l'organisation permanente d'un corps de spécialistes capables de remplir les fonctions d'expert-comptable et de conseil fiscal, dont il peut contrôler et préciser l'organisation, avec toutes les garanties requises au point de vue de la compétence, de l'indépendance et de la probité professionnelle. L'Institut veille également au bon accomplissement des missions confiées à ses membres.

**Art. 4.** Sont membres de l'Institut :

1° les personnes physiques qui se sont vu conférer la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal;

2° les sociétés dotées de la personnalité juridique qui se sont vu conférer la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal.

Les stagiaires ne sont pas membres de l'Institut, mais sont soumis à sa surveillance et à son pouvoir disciplinaire.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** L'Institut établit le tableau des membres. Ce tableau comprend une liste des experts-comptables et une liste des conseils fiscaux. Un membre ayant la qualité d'expert-comptable et de conseil fiscal est inscrit sur ces deux listes. La liste des experts-comptables reprend, dans une sous-liste, les experts-comptables externes visés aux articles 35 et 36. La liste des conseils fiscaux reprend, dans une sous-liste, les conseils fiscaux externes visés aux articles 39 et 40.

Le tableau des membres mentionne en regard du nom de la personne physique ou de la raison sociale ou de la dénomination de la société, les qualités conférées par l'Institut,

Il mentionne, en regard de la raison sociale ou de la dénomination particulière des sociétés inscrites, le nom de ses associés.

§ 2. Le tableau des membres est arrêté le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Toute personne peut à tout moment en prendre connaissance au siège de l'Institut ou s'adresser à lui pour l'obtenir.

**Art. 6.** Les membres paient une cotisation dont le montant annuel est fixé par l'assemblée générale des membres, dans les limites et selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut.

Le Roi peut fixer le montant maximal de la cotisation.

CHAPITRE II. — *Gestion, fonctionnement, patrimoine et budget*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le Roi arrête le règlement de stage et le règlement de déontologie, ainsi que les règlements nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Institut et la réalisation des objectifs que la présente loi lui assigne.

Ces règlements sont pris sur proposition ou après avis du Conseil de l'Institut et après avis du Conseil supérieur visé à l'article 54.

§ 2. Toute disposition légale ou réglementaire qui aurait pour objet ou pour conséquence de modifier les missions attribuées aux fonctions en vertu des articles 34 et 38 fera l'objet d'un avis préalable du Conseil de l'Institut.

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 16304.)

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW

N. 99 — 1339

[S - C - 99/16119]

22 APRIL 1999

Wet betreffende de boekhoudkundige  
en fiscale beroepen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**TITEL II. — Het instituut van de accountants  
en de belastingconsulenten**

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, doel, leden*

**Art. 2.** Er wordt een Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, hierna het Instituut genoemd, opgericht, dat rechtspersoonlijkheid heeft.

Het Instituut treedt in de rechten en verplichtingen van het Instituut der accountants.

Zijn zetel is gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

**Art. 3.** Het Instituut heeft als opdracht toe te zien op de opleiding en de permanente organisatie van een korps van specialisten te verzekeren die bekwaam zijn om de functies van accountant en belastingconsulent uit te oefenen, waarvan het Instituut de organisatie kan controleren en bijsturen, met alle noodzakelijke waarborgen qua bekwaamheid, onafhankelijkheid en professionele rechtschapenheid. Het Instituut ziet er eveneens op toe dat de aan zijn leden toevertrouwde opdrachten, behoorlijk worden uitgevoerd.

**Art. 4.** Van het Instituut zijn lid :

1° de natuurlijke personen aan wie de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent is verleend;

2° de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid waaraan de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent is verleend.

Stagiairs zijn geen lid van het Instituut maar staan wel onder zijn toezicht en zijn tuchtbevoegdheid.

**Art. 5. § 1.** Het Instituut stelt het tableau vast van de leden. Dit tableau bevat een lijst van de accountants en een lijst van de belastingconsulenten. Een lid met de hoedanigheid van accountant en van belastingconsulent, wordt ingeschreven op beide lijsten. De lijst van de accountants bevat, in een deellijst, de externe accountants bedoeld in de artikelen 35 en 36. De lijst van de belastingconsulenten bevat, in een deellijst, de externe belastingconsulenten bedoeld in de artikelen 39 en 40.

Het tableau van de leden vermeldt tegenover de naam van de natuurlijke persoon of de firma of de naam van de vennootschap, de door het Instituut verleende hoedanigheden.

Hierop staat, tegenover de firma of de bijzondere benaming van de ingeschreven vennootschappen, de naam van de vennoten.

§ 2. Het tableau van de leden wordt elk jaar op 1 januari vastgesteld.

Elkeen kan om het even wanneer ter zetel van het Instituut kennisnemen van het tableau van de leden of die aldaar verkrijgen.

**Art. 6.** De leden betalen een bijdrage waarvan het bedrag jaarlijks door de algemene vergadering van de leden wordt vastgesteld, binnen de grenzen en op de wijze als vastgesteld in het huishoudelijk reglement van het Instituut.

De Koning kan het maximaal bedrag van de bijdrage vaststellen.

HOOFDSTUK II. — *Beheer, werking, vermogen en begroting*

**Art. 7. § 1.** De Koning stelt het stagereglement en het deontologisch reglement vast, alsook de nodige reglementen om de werking van het Instituut en de verwezenlijking van de hem bij deze wet gegeven doelstellingen te verzekeren.

Deze reglementen worden vastgesteld op voorstel of na advies van de Raad van het Instituut en na advies van de Hoge Raad bedoeld bij artikel 54.

§ 2. Elke wettelijke of reglementaire maatregel die een wijziging tot doel of gevolg zou hebben van de opdrachten verbonden aan de functies als bedoeld in de artikelen 34 en 38 vereist een voorafgaand advies van de Raad van het Instituut

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 16304.)

§ 3. Le Conseil de l'Institut peut créer des commissions consultatives ayant pour tâche de préparer ses décisions et de lui adresser des avis et des propositions.

**Art. 8.** L'assemblée générale de l'Institut est composée de tous les membres personnes physiques.

Les stagiaires peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultative.

L'assemblée générale élit le président, le vice-président, les commissaires et les autres membres du Conseil de l'Institut, accepte ou refuse les dons et legs en faveur de l'Institut, autorise l'aliénation ou le nantissement de ses immeubles, approuve les comptes annuels, donne décharge au Conseil de sa gestion, délibère sur tous les objets pour lesquels la présente loi et les règlements lui attribuent compétence.

L'assemblée prend connaissance, en outre, par voie d'avis, propositions ou recommandations au Conseil, de tous objets intéressant l'Institut et qui lui sont régulièrement soumis.

Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre a droit à une voix. Les membres peuvent donner à un autre membre procuration par écrit pour voter en leurs lieu et place aux assemblées générales. Chaque membre ne peut être porteur que de deux procurations au maximum.

**Art. 9.** L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an. La date et les modalités de cette réunion sont fixées par le règlement d'ordre intérieur.

A cette assemblée, le Conseil de l'Institut présente un rapport sur son activité pendant l'année écoulée et soumet à son approbation les comptes annuels et le budget pour le nouvel exercice, conformément à l'article 15.

Le Conseil de l'Institut peut convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il le juge utile. Il doit la convoquer lorsque le cinquième des membres le demandent par écrit, en indiquant l'objet qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Les convocations sont adressées, pour l'assemblée générale ordinaire, au moins un mois, et pour les assemblées générales extraordinaires, au moins huit jours avant la réunion; elles mentionnent l'ordre du jour.

Les comptes annuels sont dressés conformément au modèle arrêté par le règlement d'ordre intérieur et sont communiqués aux membres.

**Art. 10.** La direction de l'Institut est assurée par le Conseil composé :

1° D'un président et d'un vice-président, élus au scrutin secret pour trois ans, par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut; leur mandat, qui expire le jour même de l'assemblée générale annuelle, peut être renouvelé une fois.

Si le président est d'expression française, le vice-président est obligatoirement d'expression néerlandaise et inversement. L'un des deux doit avoir la qualité d'expert-comptable, l'autre la qualité de conseil fiscal.

2° De douze membres, dont six d'expression française et six d'expression néerlandaise, élus pour trois ans par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut, par un vote secret distinct du précédent; leur mandat peut être renouvelé. Au moins un quart des membres doit être inscrit sur la liste visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, qui compte le moins de membres.

Parmi ces douze membres, le Conseil de l'Institut désigne un secrétaire d'expression française et un secrétaire d'expression néerlandaise; l'un des deux sera chargé par le Conseil de l'Institut d'assumer en même temps la fonction de trésorier.

Les décisions du Conseil de l'Institut sont prises à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 11.** Le Conseil de l'Institut représente l'Institut en droit et en justice, tant en demandant qu'en défendant.

Il assure le fonctionnement de l'Institut conformément à la présente loi et aux règlements visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>.

Il a tous les pouvoirs de gestion et de disposition, exception faite de ceux dont il a été privé par la présente loi ou par un règlement visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>.

Le Conseil peut confier la gestion journalière de l'Institut à un comité exécutif présidé par le président de l'Institut. Outre le président, le comité exécutif comprend le vice-président et éventuellement d'autres membres du conseil.

§ 3. De Raad van het Instituut kan adviescommissies oprichten, met als taak zijn beslissingen voor te bereiden en hem te adviseren en voorstellen te doen.

**Art. 8.** De algemene vergadering van het Instituut bestaat uit alle leden die natuurlijke personen zijn.

De stagiairs kunnen aan de algemene vergadering deelnemen met raadgevende stem.

De algemene vergadering kiest de voorzitter, de ondervoorzitter, de commissarissen en de andere leden van de Raad van het Instituut, aanvaardt of weigert giften en legaten ten voordele van het Instituut, staat de vervreemding of verpanding van zijn onroerende goederen toe, keurt de jaarrekening goed, geeft de Raad kwijting voor zijn beheer, beraadslaagt over alle onderwerpen waarvoor deze wet en de reglementen haar de bevoegdheid verlenen.

De vergadering neemt bovendien, via adviezen, voorstellen of aanbevelingen aan de Raad, kennis van alle onderwerpen die het Instituut aanbelangen en die haar regelmatig zijn voorgelegd.

De beslissingen van de algemene vergadering worden genomen bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Elk lid heeft recht op één stem. De leden kunnen aan een ander lid schriftelijk volmacht geven om in hun plaats op de algemene vergadering te stemmen. Elk lid mag ten hoogste twee volmachten houden.

**Art. 9.** De algemene vergadering komt ten minste éénmaal per jaar samen. De datum en modaliteiten voor deze samenkomst worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement.

Op die vergadering stelt de Raad van het Instituut een verslag voor over zijn werkzaamheden tijdens het afgelopen jaar en legt haar, overeenkomstig artikel 15, de jaarrekening en de begroting voor het nieuwe boekjaar ter goedkeuring voor.

Telkens als hij dit nuttig acht, kan de Raad de algemene vergadering samenroepen. Hij moet dit doen, wanneer één vijfde van de leden schriftelijk hierom verzoeken, waarbij zij opgeven welk onderwerp zij op de agenda wensen te zien voorkomen.

Voor een gewone algemene vergadering worden de oproepingen ten minste één maand en voor buitengewone algemene vergaderingen, ten minste acht dagen voordien verzonden; zij vermelden de agenda.

De jaarrekening wordt opgemaakt overeenkomstig het model dat in het huishoudelijk reglement is vastgesteld en wordt aan de leden meegedeeld.

**Art. 10.** De leiding van het Instituut wordt verzekerd door de Raad die bestaat uit :

1° Een voorzitter en een ondervoorzitter, die bij geheime stemming door de algemene vergadering voor drie jaar onder de leden van het Instituut worden gekozen; hun mandaat, dat op de dag zelf van de jaarlijkse algemene vergadering verstrijkt, kan één maal vernieuwd worden.

Indien de voorzitter Nederlandstalig is, moet de ondervoorzitter Franstalig zijn, en omgekeerd. Een van beide dient de hoedanigheid van accountant te bezitten, de andere de hoedanigheid van belastingconsulent.

2° Twaalf leden, waarvan zes Nederlandstaligen en zes Franstaligen, die door de algemene vergadering bij afzonderlijke geheime stemming voor drie jaar onder de leden van het Instituut worden gekozen; hun mandaat is vernieuwbaar. Ten minste een vierde van de leden moet ingeschreven zijn op de lijst bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, die het minste aantal leden telt.

Onder die twaalf leden stelt de Raad van het Instituut een Nederlandstalige en een Franstalige secretaris aan; een van beiden zal door de Raad van het Instituut worden gelast tevens de functie van penningmeester waar te nemen.

De beslissingen van de Raad worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 11.** De Raad van het Instituut vertegenwoordigt het Instituut in rechte, als eiser en als verweerder.

Hij staat in voor de werking van het Instituut, overeenkomstig deze wet en de reglementen bedoeld in artikel 7, § 1.

Hij bezit alle bestuurs- en beschikkingsbevoegdheden, behalve die welke hem bij deze wet of bij een reglement bedoeld in artikel 7, § 1, zijn ontnomen.

De Raad kan het dagelijks bestuur van het Instituut toevertrouwen aan een uitvoerend Comité, voorgezeten door de voorzitter van het Instituut. Naast de voorzitter bestaat het uitvoerend comité uit de ondervoorzitter en eventueel uit andere leden van de Raad.

**Art. 12.** Seules des personnes physiques peuvent être élues. Les fonctions de président, de vice-président et de secrétaire sont gratuites, sauf éventuellement l'allocation de jetons de présence et d'une indemnité de fonction, dont les montants sont fixés par l'assemblée générale.

Les fonctions de membre de la commission de stage, de la commission de discipline et de la commission d'appel sont gratuites, sauf éventuellement l'allocation de jetons de présence et d'une indemnité de fonction, dont les montants sont fixés par le Conseil de l'Institut.

Le Roi peut fixer le montant maximum des sommes visées aux alinéas précédents.

**Art. 13.** Les recettes de l'Institut ainsi que les règles relatives à l'établissement et au contrôle des comptes et du budget sont déterminées par le règlement d'ordre intérieur, sauf les dispositions des articles 14 et 15.

L'Institut ne peut posséder d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à son fonctionnement ou ceux dont l'acquisition, à titre gratuit ou onéreux, ou la prise en location est autorisée par le Roi.

Sauf les exceptions visées à l'alinéa précédent l'Institut ne peut affecter ses disponibilités qu'à l'achat de fonds d'Etat belges ou d'autres valeurs mobilières jouissant, quant au capital et à l'intérêt, de la garantie de l'Etat.

Les dispositions entre vifs ou testamentaires au profit de l'Institut n'auront d'effet qu'après autorisation ou approbation par le Roi.

L'Institut ne peut, en aucun cas, disposer à titre gratuit de son patrimoine ou le répartir en tout ou en partie entre ses membres ou leurs ayants-droits.

**Art. 14.** Les recettes de l'Institut sont constituées par :

- 1° les cotisations visées à l'article 6;
- 2° les revenus et produits divers de son patrimoine et des activités inhérentes à ses missions;
- 3° les subsides, legs et donations.

**Art. 15.** Chaque année, le Conseil de l'Institut soumet à l'assemblée générale :

- 1° les comptes annuels de l'Institut au 31 décembre précédent;
- 2° le budget pour le nouvel exercice;
- 3° le rapport sur l'activité de l'Institut pendant l'année écoulée;
- 4° le rapport du ou des commissaires.

Les comptes annuels doivent, au préalable, avoir été vérifiés par un ou plusieurs commissaires, membres de l'Institut, désignés à cette fin par l'assemblée générale en dehors des membres du Conseil de l'Institut, pour un an, et rééligibles deux fois consécutivement. Leur mandat peut être rémunéré.

### TITRE III. — Des dispositions communes aux experts-comptables et aux conseils fiscaux

#### CHAPITRE Ier. — Des titres d'expert-comptable et de conseil fiscal

**Art. 16.** Une personne physique ne peut porter le titre d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal que si elle s'est vu conférer par l'Institut la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal.

Toutefois les stagiaires peuvent porter le titre concerné accompagné de la mention « stagiaire »; le Conseil peut, aux conditions prévues par le règlement d'ordre intérieur, autoriser le port du titre à titre honoraire.

**Art. 17.** Une société ne peut utiliser dans sa raison sociale, dans sa dénomination particulière, dans la définition de son objet social ou dans sa publicité le titre d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal que si elle s'est vu conférer par l'Institut la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal.

La disposition de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux établissements d'enseignement ni aux groupements professionnels d'experts-comptables et/ou de conseils fiscaux.

**Art. 18.** Hormis les personnes ayant la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, nul ne peut faire usage d'un terme susceptible de créer une confusion avec le titre d'expert-comptable ou de conseil fiscal.

**Art. 12.** Enkel natuurlijke personen zijn verkiesbaar. De functie van voorzitter, ondervoorzitter en secretaris wordt niet bezoldigd, buiten eventueel presentiegeld en een functievergoeding, waarvan de bedragen door de algemene vergadering wordt vastgesteld.

Een functie als lid van de stagecommissie, de tuchtcommissie en van de commissie van beroep, is onbezoldigd, buiten eventueel presentiegeld en een functievergoeding, waarvan de bedragen door de Raad van het Instituut wordt vastgesteld.

De Koning kan het maximum bepalen van de bedragen bedoeld in de voorgaande leden.

**Art. 13.** De inkomsten van het Instituut evenals de regels voor de opstelling en de controle van de rekeningen en de begroting, worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement, behoudens de voorschriften van de artikelen 14 en 15.

Het Instituut mag geen andere onroerende goederen bezitten dan nodig voor zijn werking of waarvan de Koning de verwerving onder kosteloze of bezwarende titel dan wel de inhuring heeft toegestaan.

Buiten de uitzonderingen van het voorgaande lid mag het Instituut zijn beschikbare gelden enkel besteden voor de aankoop van Belgische staatsfondsen of andere effecten waarvan kapitaal en rente door de Staat gewaarborgd zijn.

Beschikkingen onder levenden of bij testament, ten gunste van het Instituut, hebben slechts uitwerking na toelating of goedkeuring van de Koning.

In geen geval mag het Instituut ten kosteloozen titel over zijn vermogen beschikken, noch zijn vermogen geheel of gedeeltelijk verdelen onder zijn leden of hun rechthebbenden.

**Art. 14.** De inkomsten van het Instituut bestaan uit :

- 1° de bijdragen bedoeld in artikel 6;
- 2° diverse inkomsten en opbrengsten van zijn vermogen en van de activiteiten eigen aan haar opdrachten;
- 3° toelagen, legaten en schenkingen.

**Art. 15.** Elk jaar legt de Raad van het Instituut aan de algemene vergadering de volgende stukken voor :

- 1° de jaarrekening van het Instituut op 31 december van het afgelopen jaar;
- 2° de begroting voor het nieuwe boekjaar;
- 3° het activiteitenverslag van het Instituut over het afgelopen boekjaar;
- 4° het verslag van de commissaris(sen).

Vooraf moet de jaarrekening zijn nagezien door één of meer commissarissen die lid zijn van het Instituut maar geen zitting hebben in de Raad, en die daartoe door de algemene vergadering voor één jaar zijn aangesteld en tweemaal achtereenvolgens kunnen worden herverkozen. Hun mandaat kan bezoldigd worden.

### TITEL III. — Gemeenschappelijke bepalingen voor accountants en belastingconsulenten

#### HOOFDSTUK I. — De titels van accountant en belastingconsulent

**Art. 16.** Een natuurlijk persoon mag de titel van accountant en/of belastingconsulent enkel voeren, wanneer hem door het Instituut de hoedanigheid is verleend van accountant en/of belastingconsulent.

Stagiairs mogen evenwel de betrokken titel voeren met toevoeging van « stagiair »; onder de voorwaarden van het huishoudelijk reglement kan de Raad toestaan de titel als eretitel te voeren.

**Art. 17.** Een vennootschap mag in haar handelsnaam, bijzondere benaming, de omschrijving van haar doel of haar reclame, de titel van accountant en/of belastingconsulent enkel gebruiken, wanneer haar door het Instituut de hoedanigheid is verleend van accountant en/of belastingconsulent.

Het voorschrift van het eerste lid is niet van toepassing op onderwijsinstellingen noch op beroepsgroeperingen van accountants en/of belastingconsulenten.

**Art. 18.** Buiten de personen met de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent, mag niemand een term gebruiken die verwarring kan scheppen met de titel van accountant of belastingconsulent.

**Art. 19.** L'Institut confère à une personne physique, à sa demande, la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal si elle remplit les conditions suivantes :

1° Etre Belge ou être domicilié en Belgique.

2° Ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques, ne pas avoir été déclaré en faillite sans avoir obtenu la réhabilitation et ne pas avoir encouru une peine d'emprisonnement, même conditionnelle, de trois mois au moins pour l'une des infractions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions, pour une infraction à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, pour une infraction aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution ou à la législation fiscale.

3° Etre porteur d'un diplôme universitaire belge ou d'un diplôme belge de l'enseignement supérieur du niveau universitaire, délivré après quatre années d'études au moins dans une des disciplines que le Roi détermine, ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur économique délivré par un établissement agréé à cet effet par le Roi, ou d'un diplôme de gradué, délivré par une école supérieure comprenant une section de sciences commerciales et de gestion d'un seul cycle ou satisfaire aux conditions de diplôme et/ou d'expérience déterminées par le Roi. Les diplômes délivrés à l'étranger dans les mêmes disciplines sont admis moyennant la reconnaissance préalable de leur équivalence par l'autorité belge compétente. Le Roi peut autoriser le Conseil de l'Institut à admettre dans des cas individuels l'équivalence de diplômes délivrés à l'étranger.

4° Avoir accompli le stage organisé par le règlement de stage.

5° Avoir réussi un examen d'aptitude dont le programme, les conditions et le jury d'examen, adaptés aux qualités d'expert-comptable et de conseil fiscal et en valorisant le cas échéant l'expérience acquise en tant que membre de l'Institut, sont fixés par le Roi.

6° Prêter au moment de l'inscription sur la liste des experts-comptables externes et/ou des conseils fiscaux externes de l'Institut devant le tribunal de commerce de son domicile le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et je jure de remplir fidèlement, en âme et conscience, les missions qui me seront confiées ».

Les personnes de nationalité étrangère prêtent devant le tribunal de commerce de leur domicile en Belgique le serment suivant : « Je jure de remplir fidèlement en âme et conscience, selon les prescriptions de la loi belge, les missions qui me seront confiées. ».

Il ne peut être conféré à la même personne la qualité de réviseur d'entreprises et celle de conseil fiscal.

La qualité d'expert-comptable peut être conférée à une personne ayant la qualité de réviseur d'entreprises. Les personnes ayant la qualité de réviseur d'entreprises ne peuvent exercer les activités visées à l'article 38, 3°, que pour les entreprises auprès desquelles elles n'accomplissent pas de missions révisorales.

**Art. 20.** Aux conditions fixées par le Roi, l'Institut confère la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, à sa demande :

1° à toute société civile professionnelle visée à l'article 41, § 1<sup>er</sup>, 2°, jouissant de la personnalité juridique constituée sous l'empire du droit belge;

2° à toute personne physique, non domiciliée en Belgique, ayant dans un état étranger une qualité reconnue équivalente à celle d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal;

3° à toute société constituée sous l'empire d'un droit étranger ayant, dans l'Etat sous le droit duquel elle est constituée, une qualité reconnue équivalente à celle d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal et qui est ou non établie en Belgique.

**Art. 21.** Aux conditions fixées par le Roi, l'Institut confère la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, à sa demande, à toute société constituée au sein d'un groupe de sociétés ou d'un groupement professionnel, ou par une ou plusieurs entreprises, dont l'objet social est de rendre des services énumérés aux articles 34 et 38 aux entreprises du groupe, aux entreprises affiliées du groupement professionnel, à ses associés ou, en ce qui concerne les services énumérés à l'article 38, à des tiers.

**Art. 19.** Het Instituut verleent aan een natuurlijke persoon die hierom verzoekt, de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent, indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of woonplaats hebben in België.

2° Niet beroofd zijn geweest van zijn politieke en burgerlijke rechten, niet in staat van faillissement verklaard zijn geweest zonder eerherstel te hebben verkregen en geen zelfs voorwaardelijke gevangenisstraf van ten minste drie maanden hebben opgelopen voor een van de misdrijven vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod op te leggen, voor een inbreuk op de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, voor een inbreuk op de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en haar uitvoeringsbesluiten, of op de fiscale wetgeving.

3° In het bezit zijn van een Belgisch universitair diploma of een Belgisch diploma van hoger onderwijs van universitair niveau, afgegeven na ten minste vier jaar studie in een van de door de Koning te bepalen disciplines, of van een diploma van hoger economisch onderwijs, afgegeven door een door de Koning daartoe erkende instelling, of van een diploma van gegradueerde, uitgereikt door een hogeschool binnen het studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde van één cyclus of voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake diploma en/of ervaring. In het buitenland afgegeven diploma's in dezelfde disciplines worden aanvaard mits hun gelijkwaardigheid vooraf door de bevoegde Belgische overheid werd erkend. De Koning kan de Raad van het Instituut machtigen in individuele gevallen de gelijkwaardigheid van de in het buitenland afgegeven diploma's te aanvaarden.

4° De bij het stagereglement ingerichte stage hebben beëindigd.

5° Geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen waarvan het programma, de voorwaarden en de examenjury door de Koning worden vastgesteld en die zijn afgestemd op de hoedanigheid van accountant en belastingconsulent, waarbij in voorkomend geval de ervaring als lid van het Instituut wordt gevaloriseerd.

6° Bij de inschrijving op de deellijst van externe accountants en/of externe belastingconsulenten van het Instituut, voor de rechtbank van koophandel van zijn woonplaats, de volgende eed afleggen : « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk, en ik zweer de opdrachten die mij worden toevertrouwd, in eer en geweten getrouw te vervullen ».

Personen van vreemde nationaliteit leggen voor de rechtbank van koophandel van hun woonplaats in België de volgende eed af : « Ik zweer de opdrachten die mij worden toevertrouwd, in eer en geweten, getrouw en volgens de voorschriften van de Belgische wet te vervullen. ».

Eenzelfde persoon kan niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor en van belastingconsulent bezitten.

De hoedanigheid van accountant kan wel worden verleend aan een persoon met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor. Personen met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor mogen de in artikel 38, 3°, bedoelde werkzaamheden niet uitoefenen voor ondernemingen waarin zij revisorale opdrachten uitoefenen.

**Art. 20.** Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden verleent het Instituut op verzoek de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent aan :

1° elke burgerlijke professionele vennootschap, bedoeld in artikel 41, § 1, 2°, met rechtspersoonlijkheid opgericht naar Belgisch recht;

2° elke natuurlijke persoon, zonder woonplaats in België, die in het buitenland een hoedanigheid heeft die als gelijkwaardig wordt erkend met die van accountant en/of belastingconsulent;

3° elke vennootschap, opgericht naar buitenlands recht, die in het buitenland een hoedanigheid heeft die als gelijkwaardig wordt erkend met die van accountant en/of belastingconsulent, en die al dan niet gevestigd is in België.

**Art. 21.** Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden verleent het Instituut op verzoek de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent aan elke vennootschap opgericht binnen een vennootschappengroep of een beroepsgroepering, of door een of meer ondernemingen, en waarvan het maatschappelijk doel erin bestaat, diensten te verlenen als bedoeld in de artikelen 34 en 38, aan de ondernemingen van de groep, aan de ondernemingen aangesloten bij de beroepsgroepering, aan haar vennoten of voor wat betreft diensten bedoeld in artikel 38, aan derden.

Au sein des sociétés visées au présent article et à l'article 20, 3°, les activités énumérées aux articles 34 et 38 doivent être accomplies lorsqu'elles sont exercées en Belgique, par ou sous la direction effective d'une personne physique ayant la qualité d'expert-comptable ou de conseil fiscal. Cet expert-comptable ou conseil fiscal est, à raison des activités dont l'accomplissement ou la direction effective lui est confié, soumis personnellement à la discipline de l'Institut.

**Art. 22.** La qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal est retirée par l'Institut si la condition visée à l'article 19, 2°, n'est plus remplie. Le retrait de la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal entraîne de plein droit l'omission du tableau des membres de l'Institut.

Tout expert-comptable ou conseil fiscal qui a été omis peut, à l'expiration d'un délai de cinq ans depuis la date où la décision de retrait est passée en force de chose jugée, demander à être réinscrit au tableau de l'Institut. La réinscription n'est permise qu'une fois la condition légale visée à l'article 19, 2° à nouveau remplie et après décision motivée du Conseil de l'Institut.

**Art. 23.** Toute décision de l'Institut refusant ou retirant la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal est susceptible d'un recours de la part de l'intéressé devant la commission d'appel visée à l'article 7 de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux.

#### CHAPITRE II. — *Du stage des experts-comptables et des conseils fiscaux*

**Art. 24.** Le Conseil organise pour ceux qui se destinent à la fonction d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal le stage prévu à l'article 19, en ce compris l'examen d'aptitude. La durée du stage, menant à l'une ou l'autre ou aux deux fonctions susvisées, est de trois ans.

Le règlement du stage détermine dans quels cas, compte tenu de la formation et de l'expérience du candidat, une réduction de la durée du stage peut être accordée.

Tant pour les Belges que pour les étrangers, la réduction est accordée sur décision du Conseil.

**Art. 25.** Pour être admis au stage, il faut :

- 1° réunir les conditions prévues à l'article 19, 1° et 2°;
- 2° satisfaire aux conditions de diplôme et/ou d'expérience fixées en application de l'article 19, 3°, et réussir un examen d'admission d'un niveau qui puisse garantir la compétence et l'aptitude du futur expert-comptable et/ou conseil fiscal;
- 3° avoir conclu une convention de stage avec un membre de l'Institut comptant au moins cinq années d'inscription au tableau de l'Institut, et qui s'engage à guider le stagiaire et à l'assister dans sa formation en tant qu'expert-comptable et/ou conseil fiscal. La convention requiert l'approbation de la commission de stage.

**Art. 26.** Le règlement de stage détermine les droits et obligations du maître de stage et du stagiaire, la composition et les attributions de la commission de stage, les règles de la rémunération des stagiaires, ainsi que les règles de discipline, de même que la façon dont les stagiaires sont associés au fonctionnement et représentés dans l'Institut.

Le Conseil détermine également les règles selon lesquelles les experts-comptables stagiaires sont chargés de l'élaboration, à titre gratuit et sous le contrôle de leur maître de stage, d'un plan financier tel que celui visé à l'article 29ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pour les entrepreneurs dans le cadre de leur premier établissement.

Le cas échéant, la commission de stage assistera le candidat au stage dans sa recherche d'un maître de stage.

Toute décision du Conseil refusant l'admission d'un candidat au stage est susceptible d'un recours de la part de l'intéressé devant la commission prévue à l'article 7 de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux.

#### CHAPITRE III. — *De l'exercice des fonctions d'expert-comptable et de conseil fiscal*

**Art. 27.** Le Conseil définit les normes et recommandations techniques et déontologiques pour l'exercice de la fonction concernée.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup> Conformément à son objet, le Conseil veille au bon accomplissement par les membres des missions qui leur sont confiées. En particulier, il veille à ce que tous les membres poursuivent de manière permanente leur formation professionnelle.

De in dit artikel en artikel 20, 3°, bedoelde vennootschappen moeten de in de artikelen 34 en 38 opgesomde werkzaamheden, zo zij in België plaatsvinden, uitoefenen door of onder de effectieve leiding van een natuurlijke persoon die de hoedanigheid van accountant of belastingconsulent bezit. Voor de werkzaamheden waarvan de uitoefening of de leiding hem wordt toevertrouwd, is deze accountant of belastingconsulent persoonlijk gebonden door de beroepstucht van het Instituut.

**Art. 22.** De hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent wordt door het Instituut ingetrokken wanneer niet langer is voldaan aan de voorwaarde van artikel 19, 2°. Een intrekking van de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent heeft van rechtswege de weglating op het tableau van de leden van het Instituut tot gevolg.

Elke accountant of belastingconsulent die weggelaten werd, kan, na afloop van een termijn van vijf jaar vanaf de datum waarop de schrappingsbeslissing kracht van gewijsde heeft gekregen, om zijn herinschrijving op de lijst van het Instituut verzoeken. De herinschrijving is pas mogelijk als de wettelijke voorwaarde bedoeld bij artikel 19, 2°, opnieuw vervuld wordt en na gemotiveerde beslissing van de Raad van het Instituut.

**Art. 23.** Tegen elke beslissing van het Instituut tot weigering of intrekking van de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent kan de belanghebbende hoger beroep instellen bij de in artikel 7 van de wet van 22 april 1999 betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten, bedoelde commissie van beroep.

#### HOOFDSTUK II. — *Stage voor accountants en belastingconsulenten*

**Art. 24.** De Raad richt voor wie zich op de functie van accountant en/of belastingconsulent voorbereidt, de stage zoals bedoeld in artikel 19, in, met inbegrip van het bekwaamheidsexamen. De stage voor de ene of de andere, of voor beide hoger genoemde functies duurt drie jaar.

Het stagereglement bepaalt in welke gevallen, gelet op de vorming en de ervaring van de kandidaat, een inkorting van de duur van de stage kan worden toegestaan.

De inkorting wordt, zowel voor Belgen als voor vreemdelingen, verleend door de Raad.

**Art. 25.** Om tot de stage te worden toegelaten, dient men :

- 1° de bij artikel 19, 1° en 2°, gestelde voorwaarden te vervullen;
- 2° de voorwaarden te vervullen inzake diploma en/of ervaring vastgesteld met toepassing van artikel 19, 3°, en te slagen voor een toelatingsexamen waarvan het peil de bekwaamheid en geschiktheid van de toekomstige accountant en/of belastingconsulent kan waarborgen;
- 3° een stageovereenkomst te hebben gesloten met een lid van het Instituut dat al ten minste vijfjaar op het tableau van het Instituut is ingeschreven en zich ertoe verbindt de stagiair in zijn opleiding tot accountant en/of belastingconsulent te leiden en bij te staan. Die overeenkomst moet door de stagecommissie worden goedgekeurd.

**Art. 26.** Het stagereglement legt de rechten en verplichtingen vast van stagemeeester en stagiair, de samenstelling en bevoegdheden van de stagecommissie, de bezoldigingsregeling voor stagiairs en evenals tuchtregels, alsook de wijze waarop de stagiairs worden betrokken bij de werking van en worden vertegenwoordigd binnen het Instituut.

De Raad bepaalt tevens de regels volgens dewelke de stagiairs belast worden met de opstelling, ten kostelozen titel en onder toezicht van hun stagemeeester, van een financieel plan, zoals bedoeld in artikel 29ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, voor de ondernemers in het kader van hun eerste vestiging.

Desgevallend zal de stagecommissie de kandidaat-stagiair bijstaan in het vinden van een stagemeeester.

Tegen elke beslissing van de Raad waarbij een kandidaat niet tot de stage wordt toegelaten, is voor de belanghebbende hoger beroep mogelijk bij de in artikel 7 van de wet van 22 april 1999 betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten, bedoelde commissie.

#### HOOFDSTUK III. — *Uitoefening van een functie als accountant en belastingconsulent*

**Art. 27.** De Raad legt de technische en deontologische normen en aanbevelingen vast voor de uitoefening van de betrokken functie.

**Art. 28.** § 1. Overeenkomstig zijn doel ziet de Raad erop toe dat de leden de hun toevertrouwde opdrachten behoorlijk uitvoeren. In het bijzonder ziet hij erop toe dat alle leden hun beroepskennis permanent bijwerken.

Le Conseil peut également déterminer les règles selon lesquelles les membres externes rendent une première consultation gratuite aux entreprises qui la demandent dans le cours de leur première année d'activités.

§ 2. Il veille en outre à ce que les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes :

1° disposent, avant d'accepter une mission, des capacités, des collaborations et du temps requis pour son bon accomplissement;

2° s'acquittent avec la diligence requise et en toute indépendance des missions qui leur sont confiées;

3° n'acceptent pas de missions dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'objectivité de leur exercice;

4° n'exercent pas d'activités incompatibles avec l'indépendance de leur fonction.

A cet effet, le Conseil peut :

1° exiger des membres la production de toute information, de toute justification et de tout document et notamment de leur plan de travail et de leurs notes;

2° faire procéder auprès des membres à des enquêtes sur leurs méthodes de travail, leur organisation, les diligences accomplies et la manière dont ils exercent leur mission.

**Art. 29.** Si le Conseil a connaissance du fait qu'un membre a un comportement contraire à l'article 28, il lui enjoint de s'y conformer dans le délai qu'il détermine.

Si le membre n'y donne pas suite de manière satisfaisante dans le délai imparti, le Conseil peut faire interdiction au membre d'accepter certaines missions nouvelles ou exiger qu'il se démette, dans les délais qu'il fixe, de certaines missions qu'il a acceptées jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux injonctions du Conseil. L'appel de la décision du Conseil est introduit auprès de la commission d'appel.

**Art. 30.** Tout membre qui est l'objet d'une procédure judiciaire, disciplinaire ou administrative portant sur l'exercice de sa fonction, doit en informer le Conseil. Le membre communique la décision coulée en force de chose jugée au Conseil.

Le Conseil peut être consulté par l'instance judiciaire, disciplinaire ou administrative en cause.

**Art. 31.** Les experts-comptables externes et conseils fiscaux externes ne peuvent :

1° exercer des activités commerciales ou des fonctions d'administrateur ou de gérant de sociétés commerciales ou de sociétés à forme commerciale autres que celles constituées entre titulaires de la même qualité ou entre titulaires de qualités différentes qu'avec l'autorisation préalable et toujours révocable de l'Institut, sauf lorsque ces fonctions leur sont confiées par un tribunal;

2° exercer des activités incompatibles avec la dignité ou l'indépendance de leur fonction.

**Art. 32.** Chaque fois qu'une mission est confiée à une société visée à l'article 4, 2°, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants ou administrateurs un représentant-personne physique visé à l'article 4, 1°, qui est chargé de l'exécution de la mission au nom et pour compte de la société. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles, pénales et disciplinaires que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la société civile qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

**Art. 33.** Les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes sont responsables de l'accomplissement de leur mission professionnelle conformément au droit commun. Il leur est interdit de se soustraire à cette responsabilité, même partiellement, par une convention particulière. Ils sont tenus de faire couvrir leur responsabilité civile professionnelle par un contrat d'assurance approuvé par le Conseil de l'Institut.

De Raad kan tevens de regels bepalen volgens dewelke de externe leden een gratis eerstelijns advies verstrekken aan ondernemingen die erom verzoeken, in de loop van hun eerste activiteitsjaar.

§ 2. Hij ziet er bovendien op toe dat externe accountants en externe belastingconsulenten :

1° vooraleer een opdracht te aanvaarden, beschikken over de nodige bekwaamheid, medewerking en tijd om deze opdracht behoorlijk uit te voeren;

2° zich met de nodige zorg en volledig onafhankelijk kwijten van de hun toevertrouwde opdrachten;

3° geen opdrachten aanvaarden onder voorwaarden die een objectieve uitvoering daarvan in het gedrang zouden kunnen brengen;

4° geen werkzaamheden uitoefenen die onverenigbaar zijn met de onafhankelijkheid van hun functie.

Te dien einde kan de Raad :

1° van de leden de voorlegging eisen van elke informatie, van elke verantwoording en van elk stuk, en meer in het bijzonder van hun werkschema en nota's;

2° bij de leden een onderzoek laten instellen naar hun werkmethodes en hun organisatie alsmede naar de zorg waarmee en de wijze waarop zij hun opdracht uitvoeren.

**Art. 29.** Indien de Raad kennis heeft van het feit dat een lid zich gedraagt op een wijze die strijdig is met artikel 28, gelast hij dit lid zich hieraan te conformeren binnen de termijn die hij bepaalt.

Indien het lid hieraan onvoldoende gevolg geeft binnen de gestelde termijn, kan de Raad het lid verbieden bepaalde nieuwe opdrachten nog te aanvaarden of eisen dat het, binnen de termijn die hij bepaalt, van bepaalde reeds aanvaarde opdrachten afziet tot aan de aanmaningen van de Raad gevolg is gegeven. Hoger beroep tegen de beslissing van de Raad wordt ingesteld bij de beroepscommissie.

**Art. 30.** Elk lid waartegen een gerechtelijke, tuchtrechtelijke of bestuursrechtelijke procedure omtrent zijn functie-uitoefening loopt, moet de Raad hiervan in kennis stellen. Het lid deelt de beslissing die kracht van gewijsde heeft, mee aan de Raad.

De Raad mag door de betrokken gerechtelijke, tuchtrechtelijke of bestuursrechtelijke instantie worden geraadpleegd.

**Art. 31.** Externe accountants en externe belastingconsulenten :

1° mogen zonder de voorafgaande en steeds herroepbare toelating van het Instituut geen commercieel bedrijf of een taak van bestuurder van zaakvoerder uitoefenen in handelsvennootschappen of vennootschappen met handelsvorm die niet zijn opgericht onder houders met dezelfde hoedanigheid of onder houders van verschillende hoedanigheden, tenzij zij door een rechtbank hiermee worden belast;

2° mogen geen werkzaamheden uitoefenen die onverenigbaar zijn met de waardigheid of onafhankelijkheid van hun functie.

**Art. 32.** Telkens als een opdracht wordt gegeven aan een vennootschap als bedoeld in artikel 4, 2°, moet die onder haar vennoten, zaakvoerders of bestuurders een vertegenwoordiger-natuurlijke persoon bedoeld in artikel 4, 1°, aanduiden die instaat voor de uitvoering van de opdracht in naam en voor rekening van de vennootschap. Voor die vertegenwoordigers gelden dezelfde voorwaarden en dezelfde burgerrechtelijke, strafrechtelijke en tuchtrechtelijke aansprakelijkheid als wanneer hij die opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou vervullen, onverminderd de hoofdelijke aansprakelijkheid van de vennootschap die hij vertegenwoordigt. Die kan haar vertegenwoordiger enkel ontslaan als zij tegelijkertijd zijn opvolger aanstelt.

Voor de aanstelling en de opdrachtbeëindiging van de vaste vertegenwoordiger gelden dezelfde bekendmakingsregels als wanneer hij die opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou vervullen.

**Art. 33.** Externe accountants en externe belastingconsulenten zijn overeenkomstig het gemeen recht aansprakelijk voor de uitoefening van hun professionele opdracht. Het is hen verboden om zich aan deze verantwoordelijkheid te onttrekken, zelfs gedeeltelijk, door een bijzondere overeenkomst. Zij zijn verplicht zich voor hun burgerlijke beroepsaansprakelijkheid te verzekeren met een polis die is goedgekeurd door de Raad van het Instituut.

**TITRE IV. — Des dispositions spécifiques  
aux fonctions d'expert-comptable et de conseil fiscal**

**CHAPITRE Ier. — De la fonction d'expert-comptable**

**Art. 34.** Les activités d'expert-comptable consistent à exécuter dans les entreprises privées, les organismes publics ou pour compte de toute personne ou de tout organisme intéressé, les missions suivantes :

- 1° la vérification et le redressement de tous documents comptables;
- 2° l'expertise, tant privée que judiciaire, dans le domaine de l'organisation comptable des entreprises ainsi que l'analyse par les procédés de la technique comptable de la situation et du fonctionnement des entreprises au point de vue de leur crédit, de leur rendement et de leurs risques;
- 3° l'organisation des services comptables et administratifs des entreprises et les activités de conseil en matière d'organisation comptable et administrative des entreprises;
- 4° les activités d'organisation et de tenue de la comptabilité de tiers;
- 5° les activités visées à l'article 38, à l'exclusion de celles visées à l'article 38, 3°, pour les entreprises auprès desquelles il accomplit des missions visées au 6° et à l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;
- 6° les missions autres que celles visées au 1° à 5° et dont l'accomplissement lui est réservé par la loi ou en vertu de la loi.

**Art. 35.** Toute personne physique qui s'est vu conférer la qualité d'expert-comptable est inscrite, à sa demande, à la sous-liste des experts-comptables externes visée à l'article 5, si elle exerce ou entend exercer tout ou partie de l'activité définie à l'article 34, à titre exclusif, principal ou accessoire, en dehors d'un contrat de travail ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics.

**Art. 36.** Toute société qui s'est vu conférer la qualité d'expert-comptable est inscrite, à sa demande, à la sous-liste des experts-comptables externes visée à l'article 5 si elle exerce ou entend exercer tout ou partie de l'activité définie à l'article 34.

**Art. 37.** Les personnes physiques et les sociétés inscrites à la sous-liste des experts-comptables externes, visée à l'article 5, sont seules habilitées à exercer habituellement ou à offrir d'exercer :

- 1° les activités visées à l'article 34, 1°, 2° et 6°;
- 2° les missions visées à l'article 64, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

L'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ne s'applique toutefois pas :

- 1° aux membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises;
- 2° aux activités visées à l'article 34, 1° et 2°, exercées dans les liens de subordination d'un contrat de travail ou en vertu d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics qui ne conduisent pas à une attestation ou à un rapport d'expertise destinés à être remis à des tiers.

**CHAPITRE II. — De la fonction de conseil fiscal**

**Art. 38.** Les activités de conseil fiscal consistent à :

- 1° donner des avis se rapportant à toutes matières fiscales;
- 2° assister les contribuables dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales;
- 3° représenter les contribuables.

**Art. 39.** Toute personne physique qui s'est vu conférer la qualité de conseil fiscal est inscrite, à sa demande, à la sous-liste des conseils fiscaux externes, visées à l'article 5, si elle exerce ou entend exercer tout ou partie de l'activité définie à l'article 38, à titre exclusif, principal ou accessoire, en dehors d'un contrat de travail ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics.

**TITEL IV. — Specifieke bepalingen voor de functie  
van accountant en belastingconsulent**

**HOOFDSTUK I. — De functie van accountant**

**Art. 34.** De werkzaamheden van accountant bestaan erin, in privé-ondernemingen, openbare instellingen of voor rekening van elke belanghebbende persoon of instelling, de volgende opdrachten uit te voeren :

- 1° alle boekhoudstukken nazien en corrigeren;
- 2° zowel privé- als gerechtelijke expertise met betrekking tot de boekhoudkundige organisatie van ondernemingen alsook de analyse met boekhoudtechnische procédés, van de positie en werking van ondernemingen vanuit het oogpunt van hun kredietwaardigheid, rentabiliteit en risico's;
- 3° boekhoudkundige en administratieve diensten bij ondernemingen organiseren en advies verstrekken inzake boekhoudkundige en administratieve organisatie bij ondernemingen;
- 4° de boekhouding van derden organiseren en voeren;
- 5° de in artikel 38 bedoelde werkzaamheden, met uitzondering van de in artikel 38, 3°, bedoelde werkzaamheden voor ondernemingen waarin hij opdrachten bedoeld in 6° en in artikel 37, eerste lid, 2°, verricht;
- 6° de opdrachten andere dan deze bedoeld in 1° tot 5° en waarvan de uitvoering hem bij of krachtens de wet is voorbehouden.

**Art. 35.** Elke natuurlijke persoon aan wie de hoedanigheid van accountant is verleend, wordt op verzoek ingeschreven op de deellijst van externe accountants, bedoeld in artikel 5, wanneer hij alle of sommige van de in artikel 34 bedoelde werkzaamheden op exclusieve wijze, in hoofdzaak of in bijkomende orde uitoefent of dat voornemens is, buiten het kader van een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking.

**Art. 36.** Elke vennootschap waaraan de hoedanigheid van accountant is verleend, wordt op verzoek ingeschreven op de deellijst van externe accountants, bedoeld in artikel 5, wanneer zij alle of sommige van de in artikel 34 bedoelde werkzaamheden uitoefent of dat voornemens is.

**Art. 37.** Enkel de natuurlijke personen en de vennootschappen die zijn ingeschreven op de deellijst van externe accountants, bedoeld in artikel 5, zijn gerechtigd de volgende werkzaamheden en opdrachten geregeld uit te voeren of aan te bieden :

- 1° de in artikel 34, 1°, 2° en 6°, bedoelde werkzaamheden;
- 2° de opdrachten als bedoeld in artikel 64, § 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het eerste lid, 1°, is evenwel niet van toepassing :

- 1° op de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren;
- 2° op de in artikel 34, 1° en 2°, bedoelde werkzaamheden uitgevoerd in ondergeschikt verband krachtens een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking, die niet leiden tot een attest of een expertiseverslag bestemd om aan derden te worden afgegeven.

**HOOFDSTUK II. — De functie van belastingconsulent**

**Art. 38.** De functie van belastingconsulent bestaat erin :

- 1° advies te verstrekken in alle belastingaangelegenheden;
- 2° belastingplichtigen bij te staan bij de nakoming van hun fiscale verplichtingen;
- 3° belastingplichtigen te vertegenwoordigen.

**Art. 39.** Elke natuurlijke persoon aan wie de hoedanigheid van belastingconsulent is verleend, wordt op verzoek ingeschreven op de deellijst van externe belastingconsulenten, bedoeld in artikel 5, wanneer hij alle of sommige van de in artikel 38 bedoelde werkzaamheden op exclusieve wijze, in hoofdzaak of in bijkomende orde uitoefent of dat voornemens is, buiten het kader van een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking.

**Art. 40.** Toute société qui s'est vu conférer la qualité de conseil fiscal est inscrite, à sa demande, à la sous liste des conseils fiscaux externes, visée à l'article 5, si elle exerce ou entend exercer tout ou partie de l'activité définie à l'article 38.

## TITRE V. — Des sociétés

### CHAPITRE Ier

#### *Des sociétés entre titulaires de la même qualité*

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Un expert-comptable et/ou un conseil fiscal peut s'associer à d'autres membres ayant la même qualité ou à d'autres personnes ayant dans un état étranger une qualité reconnue équivalente par le Roi en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité, pour :

1° la mise en commun de tout ou partie des charges afférentes à leur fonction, ou

2° l'exercice en commun des fonctions ou d'activités compatibles avec celle-ci.

§ 2. L'association d'un expert-comptable ou d'un conseil fiscal à une personne ayant dans un état étranger une qualité reconnue équivalente par le Roi à celle respectivement d'expert-comptable ou de conseil fiscal en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité, est subordonnée à l'autorisation préalable et toujours révocable du Conseil de l'Institut :

1° si cette personne est habilitée par son statut national à exercer des fonctions qui ne sont pas compatibles en Belgique avec les fonctions d'expert-comptable ou de conseil fiscal;

2° si cette association est conclue sous une forme, sous un statut ou à des conditions auxquelles des experts-comptables ou des conseils fiscaux ne pourraient s'associer en Belgique.

Au tableau des membres il est fait mention de la dénomination de la société dont ils font partie en regard du nom des experts-comptables ou conseils fiscaux.

### CHAPITRE II. — Des sociétés entre titulaires de qualités différentes

**Art. 42.** Aucune société ne peut, en vue de l'exercice en commun d'activités professionnelles ou de la mise en commun de tout ou partie des charges afférentes à la profession, être formée entre un ou plusieurs experts-comptables ou conseils fiscaux et d'autres personnes, membres ou non de l'Institut, qui ne possèdent toutefois pas la même qualité ni une qualité acquise à l'étranger et reconnue équivalente par le Roi, si ce n'est avec l'autorisation préalable et toujours révocable du Conseil de l'Institut, et à condition de respecter les conditions fixées par le Roi.

## TITRE VI

### De l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés

#### CHAPITRE Ier. — Création, objet

**Art. 43.** Il est créé un Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, ci-après appelé « l'Institut professionnel », qui jouit de la personnalité civile.

L'Institut professionnel est titulaire des droits et obligations de l'Institut professionnel des comptables. Son siège est établi dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

**Art. 44.** L'Institut professionnel a pour mission de veiller à la formation et d'assurer l'organisation permanente d'un corps de spécialistes capables d'exercer les activités visées à l'article 49, avec toutes les garanties requises au point de vue de la compétence, de l'indépendance et de la probité professionnelle. L'Institut professionnel veille également au bon accomplissement des missions confiées à ses membres.

#### CHAPITRE II. — Organisation, fonctionnement

**Art. 45.** L'organisation et le fonctionnement de l'Institut professionnel sont régis par les articles 6, §§ 2 à 4, 7, 8, 9 et 14 de la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services et par les dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services.

Le Conseil national de l'Institut professionnel peut créer des commissions chargées de préparer ses décisions ou de le conseiller.

**Art. 40.** Elke vennootschap waaraan de hoedanigheid van belastingconsulent is verleend, wordt op verzoek ingeschreven op de deellijst van externe belastingconsulenten, bedoeld in artikel 5, wanneer zij alle of sommige van de in artikel 38 bedoelde werkzaamheden uitoefent of dat voornemens is.

## TITEL V. — Vennootschappen

### HOOFDSTUK I

#### *Vennootschappen onder personen met dezelfde hoedanigheid*

**Art. 41.** § 1. Een accountant en/of belastingconsulent mag zich verenigen met andere leden met dezelfde hoedanigheid of met andere personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die door de Koning met toepassing van internationale verdragen waarbij België partij is of op grond van wederkerigheid, als gelijkwaardig is erkend, om :

1° alle of een gedeelte van hun functiegebonden kosten in gemeenschap te brengen, of

2° opdrachten of daarmee verenigbare werkzaamheden gezamenlijk uit te oefenen.

§ 2. Wanneer een accountant of belastingconsulent zich wenst te verenigen met een persoon die in het buitenland een hoedanigheid bezit die door de Koning als gelijkwaardig is erkend met de hoedanigheid van, respectievelijk, accountant of belastingconsulent met toepassing van internationale verdragen waarbij België partij is of op grond van wederkerigheid, dan is hiervoor de voorafgaande en steeds herroepbare toelating van de Raad van het Instituut vereist :

1° indien deze persoon krachtens zijn nationaal statuut gemachtigd is opdrachten uit te voeren die in België niet verenigbaar zijn met de functie van accountant of belastingconsulent;

2° indien deze vereniging is opgericht in een rechtsvorm, met een statuut of onder voorwaarden die in België niet zouden worden toegelaten voor accountants of belastingconsulenten.

Op de ledenlijst wordt naast de naam van de accountants of belastingconsulenten, de naam vermeld van de vennootschap waarvan zij deel uitmaken.

### HOOFDSTUK II. — Vennootschappen onder personen met verschillende hoedanigheden

**Art. 42.** Onder een of meer accountants of belastingconsulenten en andere personen die al dan niet lid zijn van het Instituut, maar die niet dezelfde hoedanigheid hebben, noch een in het buitenland verworven hoedanigheid die door de Koning als gelijkwaardig erkend is, mag geen enkele vennootschap worden opgericht, met het oog op de gemeenschappelijke uitoefening van beroepsactiviteiten of het in gemeenschap brengen van alle of een gedeelte van de beroepsgebonden kosten, tenzij met de voorafgaande en steeds herroepbare toelating van de Raad van het Instituut, en mits de door de Koning gestelde voorwaarden worden nageleefd.

## TITEL VI

### Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten

#### HOOFDSTUK I. — Oprichting, doel

**Art. 43.** Er wordt een Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, hierna het « Beroepsinstituut » genoemd, opgericht dat rechtspersoonlijkheid geniet.

Het Beroepsinstituut treedt in de rechten en verplichtingen van het Beroepsinstituut van boekhouders. Zijn zetel is gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

**Art. 44.** Het Beroepsinstituut heeft als opdracht toe te zien op de opleiding en de permanente organisatie van een korps van specialisten te verzekeren, die bekwaam zijn de in artikel 49 bepaalde werkzaamheden uit te voeren met alle vereiste waarborgen inzake bekwaamheid, onafhankelijkheid en professionele rechtschapenheid. Het Beroepsinstituut ziet er tevens op toe dat de aan zijn leden toevertrouwde opdrachten, behoorlijk worden uitgevoerd.

#### HOOFDSTUK II. — Organisatie, werking

**Art. 45.** De organisatie en de werking van het Beroepsinstituut worden geregeld door artikels 6, §§ 2 tot 4, 7, 8, 9 en 14 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van dienstverlenende intellectuele beroepen en door de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht.

De nationale raad van het Beroepsinstituut kan commissies oprichten die belast zijn met de voorbereiding van zijn beslissingen of met adviesverlening naar hem toe.



## CHAPITRE III

*De la profession de comptable et des titrés de comptable agréé et de comptable-fiscaliste agréé*

**Art. 46.** Nul ne peut exercer en qualité d'indépendant, à titre principal ou accessoire, la profession de comptable ou porter le titre professionnel de « comptable agréé », ou de « comptable stagiaire » ou tout autre titre susceptible de créer une confusion s'il n'est inscrit au tableau des titulaires de la profession ou sur la liste des stagiaires tenus par l'Institut professionnel.

Nul ne peut en outre porter le titre professionnel de « comptable-fiscaliste agréé » ou de « comptable fiscaliste stagiaire », ou tout autre titre susceptible de créer une confusion, s'il n'est comptable agréé et s'il n'est inscrit au tableau des « comptables-fiscalistes agréés », ou sur la liste des « comptables-fiscalistes stagiaires » tenus par l'Institut professionnel.

Le Roi fixe les règles de l'octroi par l'Institut professionnel de l'autorisation de porter en Belgique le titre de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé ou, s'agissant de sociétés, de faire usage de ces termes dans leur dénomination particulière, dans la définition de leur objet social ou dans leur publicité, aux personnes physiques résidant à l'étranger et aux sociétés de droit étranger, ayant dans leur pays une qualité reconnue équivalente à celle de comptable agréé ou de comptable fiscaliste agréé qui prestent en Belgique des services relevant de l'activité de comptable ou de comptable-fiscaliste, sans y être établies.

**Art. 47.** Lorsque la profession de comptable est exercée dans le cadre d'une personne morale, l'article 46 est applicable aux administrateurs, gérants ou associés actifs, selon les conditions fixées par le Roi. Aussi longtemps que le Roi n'a pas fixé ces conditions, l'article 3 de la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services reste d'application. La personne morale qui exerce cette profession réglementée, doit également être reconnue, suivant les modalités déterminées par le Roi.

**Art. 48.** Les réviseurs d'entreprises et les experts-comptables, ainsi que les réviseurs d'entreprises stagiaires et les experts-comptables stagiaires, peuvent exercer les activités professionnelles de comptable sans être inscrits au tableau des titulaires de la profession ou sur la liste des stagiaires.

S'ils font usage de cette faculté, ils ne sont pas autorisés au port du titre de « comptable agréé » ou de « comptable stagiaire ».

**Art. 49.** Exerce l'activité professionnelle de comptable celui qui, d'une manière habituelle et indépendante et pour le compte de tiers, réalise :

- l'organisation des services comptables et le conseil en ces matières;
- l'ouverture, la tenue, la centralisation et la clôture des écritures comptables propres à l'établissement des comptes;
- la détermination des résultats et la rédaction des comptes annuels dans la forme requise par les dispositions légales en la matière
- les activités visées à l'article 38.

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. Pour être et rester agréé comme comptable ou comptable-fiscaliste, l'intéressé doit répondre aux conditions suivantes :

1° assumer personnellement la responsabilité de tout acte professionnel et faire couvrir sa responsabilité civile professionnelle par un contrat d'assurance approuvé par le Conseil national de l'Institut professionnel;

2° respecter les règles de déontologie élaborées par l'Institut professionnel;

3° payer une cotisation dont le montant est annuellement fixé par le Conseil national de l'Institut professionnel dans les limites et selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut.

§ 2. Pour être agréé comme comptable, l'intéressé doit en outre être porteur d'un des diplômes, certificats ou titres suivants :

a) un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire comportant un cours de comptabilité et de droit fiscal;

## HOOFDSTUK III

*Het beroep van boekhouder en de titels van erkend boekhouder en erkend boekhouder-fiscalist*

**Art. 46.** Niemand mag, als zelfstandige in hoofd- of bijberoep, het beroep van boekhouder uitoefenen of de beroepstitel voeren van « erkende boekhouder », of van « stagiair-boekhouder » of een andere titel die tot verwarring zou kunnen leiden, als hij niet ingeschreven is op het tableau van titularissen van het beroep, of op de lijst van stagiairs gehouden door het Beroepsinstituut.

Niemand mag bovendien de beroepstitel voeren van « erkende boekhouder-fiscalist » of « stagiair boekhouder-fiscalist » of een andere titel die tot verwarring zou kunnen leiden, als hij geen erkende boekhouder is en als hij niet ingeschreven is op het tableau van « erkende boekhouders-fiscalisten », of op de lijst van « stagiairs boekhouders-fiscalisten » gehouden door het Beroepsinstituut.

De Koning stelt de regels vast op grond waarvan het Instituut het voeren in België van de titel van erkende boekhouder en/of erkende boekhouder-fiscalist of, in geval van vennootschappen, het gebruik van die termen in hun bijzondere benaming, in de omschrijving van hun maatschappelijk doel of in hun reclame, kan toestaan aan in het buitenland verblijvende natuurlijke personen en aan vennootschappen naar buitenlands recht, die in hun land een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig is erkend met die van erkende boekhouder en/of erkende fiscalist en die in België als boekhouder of als boekhouder-fiscalist bedrijvig zijn, zonder er te zijn gevestigd.

**Art. 47.** Wanneer het beroep van boekhouder wordt uitgeoefend in het kader van een rechtspersoon, is artikel 46 van toepassing op de bestuurders, beheerders, zaakvoerders en werkende vennoten, volgens de voorwaarden door de Koning bepaald. Zolang de Koning deze voorwaarden niet heeft bepaald, blijft artikel 3 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van dienstverlenende intellectuele beroepen van toepassing. De rechtspersoon die deze gereguleerde activiteit uitoefent, dient tevens erkend te worden overeenkomstig de modaliteiten door de Koning bepaald.

**Art. 48.** De bedrijfsrevisoren en accountants, alsmede de stagiair-accountants en de stagiair-bedrijfsrevisoren, mogen de beroeps werkzaamheden van boekhouder uitoefenen zonder ingeschreven te zijn op het tableau van de beoefenaars van het beroep of op de lijst van de stagiairs.

Als zij van die mogelijkheid gebruikmaken, zijn zij niet gemachtigd de titel van « erkend boekhouder » of van « stagiair-boekhouder » te voeren.

**Art. 49.** Diegene die de beroeps werkzaamheid van boekhouder uitoefent, is diegene die zich gewoonlijk, als zelfstandige en voor rekening van derden, bezighoudt met :

- de organisatie van boekhoudingsdiensten en raadgeving daaromtrent;
- het openen, het houden, het centraliseren en het sluiten van boekingen, geschikt voor het opmaken van de rekeningen;
- het bepalen van de resultaten en het opmaken van de jaarrekening in de door de wet bepaalde vorm;
- de in artikel 38 bedoelde werkzaamheden.

**Art. 50.** § 1. Om erkend te worden en te blijven als boekhouder of als boekhouder-fiscalist, moet de betrokkene aan volgende voorwaarden voldoen :

1° persoonlijk de verantwoordelijkheid dragen voor iedere bij de uitoefening van het beroep gestelde daad en zijn burgerlijke beroepsaansprakelijkheid verzekeren door een verzekeringsovereenkomst die goedgekeurd werd door de Nationale Raad van het Beroepsinstituut;

2° de deontologische regels, vastgesteld door het Beroepsinstituut naleven;

3° een bijdrage betalen waarvan het bedrag jaarlijks wordt vastgesteld door de Nationale Raad van het Beroepsinstituut binnen de perken en overeenkomstig de modaliteiten voorzien bij het huishoudelijk reglement van het Instituut.

§ 2. Om erkend te worden als boekhouder, moet de betrokkene bovendien houder zijn van één van de volgende diploma's, getuigschriften of akten :

a) een diploma tot afsluiting van een universitaire studie of een studie van universitair niveau van ten minste vier jaar die een cursus boekhouding en fiscaal recht bevat;

b) un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire complété par un diplôme correspondant à un programme d'études d'une année au moins de spécialisation dans des matières pertinentes pour l'exercice de la profession;

c) un diplôme de graduat en comptabilité délivré par une école ou un cours d'enseignement supérieur économique;

d) un diplôme de l'enseignement supérieur économique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale, d'une section de commerce, sciences commerciales, comptabilité ou expertise comptable, administration de l'entreprise, comptabilité-informatique ou comptabilité-fiscalité;

e) un diplôme de gradué en gestion, option expertise comptable-fiscalité, délivré par une école supérieure comprenant une section de sciences commerciales et de gestion d'un seul cycle;

f) un diplôme ou titre mentionné à l'annexe de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sous la mention de niveau 1, reconnu par le Roi après avis de l'Institut professionnel;

g) un certificat équivalent à l'un des titres mentionnés ci-dessus et délivré par un jury d'Etat ou de communauté;

h) un diplôme de formation de chef d'Entreprise correspondant à la profession de comptable :

— visé comme prévu par l'article 13, § 3, de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes;

— ou délivré en exécution du décret du 23 janvier 1991 du Conseil flamand concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises;

— ou délivré en exécution du décret du 3 juillet 1991 du Conseil de la Communauté française relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

— ou délivré en exécution du décret du 16 décembre 1991 du Conseil de la Communauté germanophone relatif à la formation et la formation continue dans les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

i) un diplôme de niveau comparable délivré par tout autre établissement, et reconnu par le Roi après avis de l'Institut professionnel.

§ 3. Pour être et rester agréé comme comptable-fiscaliste, le comptable agréé doit en outre être porteur d'un des diplômes, certificats, ou titres suivants :

a) un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire comportant un cours de comptabilité et de droit fiscal;

b) un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire complété par un diplôme correspondant à un programme d'études d'une année au moins de spécialisation dans des matières pertinentes pour l'exercice de la profession;

c) un diplôme de graduat en comptabilité délivré par une école ou un cours d'enseignement supérieur économique;

d) un diplôme de l'enseignement supérieur économique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale, d'une section de commerce, sciences commerciales, comptabilité, expertise comptable ou de sciences fiscales, administration de l'entreprise, comptabilité-informatique ou comptabilité-fiscalité;

e) un diplôme de gradué en gestion, option expertise comptable-fiscalité, délivré par une école supérieure comprenant une section de sciences commerciales et de gestion d'un seul cycle;

f) un diplôme ou titre mentionné à l'annexe de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sous la mention de niveau 1, reconnu par le Roi après avis de l'Institut professionnel;

g) un certificat équivalent à l'un des titres repris ci-dessus et délivré par un jury d'Etat ou de communauté;

h) un diplôme de formation de chef d'Entreprise correspondant à la profession de conseiller fiscal :

— visé comme prévu par l'article 13, § 3, de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes;

b) een diploma tot afsluiting van een universitaire studie of een studie van universitair niveau van ten minste vier jaar aangevuld met een diploma van minstens één studiejaar met als specialisatie de materies relevant voor de uitoefening van het beroep;

c) een diploma van graduaat in boekhouding, uitgereikt door een school of leergang van het economisch hoger onderwijs;

d) een diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of van sociale promotie, van een afdeling handel, handelswetenschappen, boekhouding of accountancy, bedrijfsadministratie, boekhouden-informatica of boekhouden-fiscaliteit;

e) een diploma van gegradueerde in het bedrijfsbeheer, optie accountancy-fiscaliteit, uitgereikt door een hogeschool met het studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde van één cyclus;

f) een diploma of akte, vermeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, onder de vermelding niveau 1, erkend door de Koning na advies van het Beroepsinstituut;

g) een getuigschrift dat gelijkwaardig is aan een der bovenvermelde akten en dat is uitgereikt door een examencommissie van de Staat of van een gemeenschap;

h) een diploma van ondernemersopleiding dat overeenstemt met het beroep van boekhouder :

— geïseerd zoals bedoeld in artikel 13, § 3, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand;

— of afgeleverd ter uitvoering van het decreet van 23 januari 1991 van de Vlaamse Raad betreffende de vorming en de begeleiding van de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen;

— of afgeleverd ter uitvoering van het decreet van 3 juli 1991 van de Raad van de Franse Gemeenschap betreffende de voortgezette opleiding in de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

— of afgeleverd ter uitvoering van het decreet van 16 december 1991 van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

i) een diploma van vergelijkbaar niveau, uitgereikt door enige andere instelling, en erkend door de Koning na advies van het Beroepsinstituut.

§ 3. Om als boekhouder-fiscalist erkend te worden en te blijven, moet de erkende boekhouder bovendien houder zijn van één van de volgende diploma's, getuigschriften of akten :

a) een diploma tot afsluiting van een universitaire studie of een studie van universitair niveau van ten minste vier jaar die een cursus boekhouding en fiscaal recht bevat;

b) een diploma tot afsluiting van een universitaire studie of een studie van universitair niveau van ten minste vier jaar aangevuld met een diploma van minstens één studiejaar met als specialisatie de materies relevant voor de uitoefening van het beroep;

c) een diploma van graduaat in boekhouding of fiscaliteit, uitgereikt door een school of leergang van het economisch hoger onderwijs;

d) een diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of van sociale promotie, van een afdeling handel, handelswetenschappen, boekhouding of accountancy of fiscaliteit, bedrijfsadministratie, boekhouden-informatica of boekhouden-fiscaliteit;

e) een diploma van gegradueerde in het bedrijfsbeheer, optie accountancy-fiscaliteit, uitgereikt door een hogeschool met het studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde van één cyclus;

f) een diploma of akte, vermeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, onder de vermelding niveau 1, erkend door de Koning na advies van het Beroepsinstituut;

g) een getuigschrift dat gelijkwaardig is aan een der bovenvermelde akten en dat is uitgereikt door een examencommissie van de Staat of van een gemeenschap;

h) een diploma van ondernemersopleiding dat overeenstemt met het beroep van belastingconsulent :

— geïseerd zoals bedoeld in artikel 13, § 3, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand;

— ou délivré en exécution du décret du 23 janvier 1991 du Conseil flamand concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises;

— ou délivré en exécution du décret du 3 juillet 1991 du Conseil de la Communauté française relatif la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

— ou délivré en exécution du décret du 16 décembre 1991 du Conseil de la Communauté germanophone relatif à la formation et la formation continue dans les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

i) un diplôme de niveau comparable délivré par tout autre établissement, et reconnu par le Roi après avis de l'Institut professionnel.

§ 4. Les titres dont question au § 2 a) à g) et § 3 a) à g) à l'exception de f) ci-dessus doivent être délivrés par des institutions dispensant un enseignement ou une formation, organisés, reconnus ou subventionnés par l'État, les communautés, les régions ou les commissions communautaires.

**Art. 51.** L'inscription au tableau des titulaires de la profession est subordonnée à l'accomplissement de manière satisfaisante d'un stage comportant l'équivalent de 200 jours de pratique professionnelle en qualité d'indépendant au cours d'une période de douze mois au minimum et de trente-six mois au maximum. Le stage se clôture par la réussite d'un examen pratique d'aptitude organisé par l'Institut professionnel. Cet examen peut être différent pour les comptables stagiaires et les comptables-fiscalistes stagiaires. Le programme, les conditions et le jury d'examen sont fixés par le Roi.

Le Conseil national détermine également les règles selon lesquelles les comptables stagiaires sont chargés de l'élaboration, à titre gratuit et sous le contrôle de leur maître de stage, d'un plan financier tel que celui visé à l'article 29ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour les entrepreneurs dans le cadre de leur premier établissement.

Le Conseil national peut également déterminer les règles selon lesquelles les membres rendent une première consultation gratuite aux entreprises qui la demandent dans le cours de leur première année d'activités.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Les comptables agréés qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, disposent d'un diplôme visé à l'article 50, § 2 ou § 3, ou exercent à cette date l'activité professionnelle visée à l'article 49, dernier tiret, pour leur propre compte ou en tant que mandataires ou organes pour le compte d'une personne morale, sont inscrits à leur demande au tableau comme titulaire du titre professionnel de comptable-fiscaliste agréé par les chambres exécutives de l'Institut professionnel.

Ils disposent d'un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la présente disposition pour demander, par lettre recommandée à la poste, leur inscription comme comptable-fiscaliste agréé. Ils sont dispensés des obligations visées à l'article 51.

§ 2. La procédure d'inscription se fait conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services.

§ 3. La demande doit être accompagnée soit d'une copie du diplôme certifiée conforme, soit des pièces établissant l'exercice de la profession. Les documents visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 24 juin 1987 organisant le régime transitoire visé à l'article 17 de la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services ainsi qu'une preuve de l'immatriculation au registre du commerce ou du registre des sociétés civiles mentionnant les activités fiscales sous la rubrique « activités effectivement exercées » sont valables pour établir l'exercice d'activités fiscales pendant les périodes concernées visées pour propre compte ou pour le compte d'une personne morale.

§ 4. La demande d'inscription n'est étudiée par la chambre exécutive compétente qu'après paiement d'un droit de dossier de deux mille francs à l'Institut professionnel.

— of afgeleverd ter uitvoering van het decreet van 23 januari 1991 van de Vlaamse Raad betreffende de vorming en de begeleiding van de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen;

— of afgeleverd ter uitvoering van het decreet van 3 juli 1991 van de Raad van de Franse Gemeenschap betreffende de voortgezette opleiding in de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

— of afgeleverd ter uitvoering van het decreet van 16 december 1991 van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

i) een diploma van vergelijkbaar niveau, uitgereikt door enige andere instelling, en erkend door de Koning na advies van het Beroepsinstituut.

§ 4. De akten waarvan sprake is in de bovenvermelde § 2 a) tot g) en § 3 a) tot g) met uitzondering van f), moeten worden uitgereikt door onderwijs- of opleidingsinstellingen georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door het Rijk, de gemeenschappen, de gewesten of de gemeenschapscommissies.

**Art. 51.** De inschrijving op het tableau van de titularissen is afhankelijk van het op voldoende wijze doorlopen van een stage die gelijkwaardig moet zijn aan 200 dagen zelfstandige beroepspraktijk, gepresteerd tijdens een periode van ten minste twaalf maanden en hoogstens zesendertig maanden. De stage wordt afgesloten door het met goed gevolg afleggen van een praktisch bekwaamheidsexamen, georganiseerd door het Beroepsinstituut. Dit examen kan verschillend zijn voor stagiair-boekhouders en stagiair-boekhouders-fiscalisten. Het programma, de voorwaarden en de examenjury worden door de Koning vastgesteld.

De Nationale Raad bepaalt tevens de regels volgens dewelke de stagiair-boekhouders worden belast met de opstelling, ten kosteloozen titel en onder toezicht van hun stagemeeester, van een financieel plan zoals bedoeld bij artikel 29ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor de ondernemers in het kader van hun eerste vestiging.

De Nationale Raad kan tevens de regels bepalen volgens dewelke de leden een gratis eerstelijns advies verstrekken aan ondernemingen die erom verzoeken, in de loop van hun eerste activiteitenjaar.

**Art. 52.** § 1. De erkende boekhouders die, op datum van inwerking-treding van deze bepaling, over een diploma beschikken zoals bedoeld in artikel 50, § 2 of § 3, of op dat ogenblik de in artikel 49, laatste streepje, bedoelde beroepswerkzaamheden uitoefenen voor eigen rekening of, als gevolmachtigden of organen, voor rekening van een rechtspersoon, worden op verzoek ingeschreven op het tableau als titularis van de beroepstitel van erkend boekhouder-fiscalist door de uitvoerende kamers van het Beroepsinstituut.

Zij beschikken over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van inwerking-treding van deze bepaling om hun inschrijving als erkend boekhouder-fiscalist via een ter post aangetekend schrijven aan te vragen. Zij zijn vrijgesteld van de verplichtingen van artikel 51.

§ 2. De inschrijvingsprocedure gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht.

§ 3. Bij de aanvraag dienen hetzij een eensluidend verklaard afschrift van het diploma, hetzij de stukken die de uitoefening van het beroep bewijzen, te worden gevoegd. De bewijsstukken vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 juni 1987 houdende organisatie van de overgangsregering bedoeld bij artikel 17 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen alsook een bewijs van inschrijving in het handelsregister of het register der burgerlijke vennootschappen met vermelding van de fiscale activiteiten onder de rubriek « effectief uitgeoefende werkzaamheden » komen in aanmerking om de uitoefening van de fiscale werkzaamheden in de betreffende periode te bewijzen en dit voor eigen rekening of voor rekening van een rechtspersoon.

§ 4. Een aanvraag tot inschrijving wordt slechts door de bevoegde uitvoerende kamer onderzocht na de betaling van een dossierrecht ten bedrage van tweeduizend frank aan het Beroepsinstituut.

**TITRE VII. — Du comité inter-instituts**

**Art. 53.** Un comité inter-instituts est créé, composé des présidents et vice-présidents respectifs de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, de l'Institut des réviseurs d'entreprises et de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés.

Il constitue un organe de concertation entre les Instituts et a notamment pour compétence de délibérer de toute question intéressant les différents Instituts.

Ce comité se réunit au moins deux fois par an. A la demande des membres de l'un des Instituts, le comité se réunit selon la procédure de conciliation, dont les modalités sont déterminées par le Roi.

Son avis est requis sur tout projet de loi ou d'arrêté royal qui touche aux missions spécifiques des experts-comptables et/ou des réviseurs d'entreprises ainsi que des conseils fiscaux, comptables et comptables-fiscalistes agréés.

**TITRE VIII. — Du Conseil supérieur des professions économiques**

**Art. 54. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé un « Conseil supérieur des professions économiques », dénommé ci-après le Conseil supérieur. Le Conseil supérieur est un organisme autonome dont le siège est établi dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil supérieur a pour mission de contribuer, par la voie d'avis ou de recommandations, émis d'initiative ou sur demande et adressés au gouvernement, à l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, à l'Institut des réviseurs d'entreprises ou à l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, à ce que les missions que la loi confie au réviseur d'entreprises et à l'expert-comptable ainsi que les activités d'expert-comptable, de conseil fiscal, de réviseur d'entreprise, de comptable et comptable-fiscaliste agréé soient exercées dans le respect de l'intérêt général et des exigences de la vie sociale. Ces avis ou recommandations auront trait notamment à l'exercice des missions visées à l'article 15bis de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Le Conseil supérieur doit être consulté sur tout arrêté royal à prendre en exécution de la présente loi ou des lois relatives aux professions de réviseur d'entreprises, d'expert-comptable, de conseil fiscal, de comptable et de comptable-fiscaliste agréé. Le Roi doit motiver de façon explicite toute dérogation à un avis unanime du Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur doit en outre être consulté sur toute décision de portée générale à prendre, en application de l'article 27, par le Conseil de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, ou par le Conseil de l'Institut des réviseurs d'entreprises ou par le Conseil national de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés. Le Conseil de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, le Conseil de l'Institut des réviseurs d'entreprises et le Conseil national de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés ne peuvent déroger à un avis approuvé par la majorité des membres du Conseil supérieur si l'avis est relatif à une matière se rapportant à plus d'une profession ou qualité. Le Conseil concerné ne peut déroger aux avis relatifs à une matière ne se rapportant qu'à une seule profession ou qualité que moyennant motivation expresse.

Le Conseil supérieur doit émettre les avis qui lui sont demandés dans les trois mois. À défaut, il est supposé avoir émis un avis favorable.

§ 2. Le Conseil supérieur organise une concertation permanente avec l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, l'Institut des réviseurs d'entreprises et l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés.

Il peut constituer à cet effet des groupes de travail avec chacun de ces Instituts.

§ 3. Le Conseil supérieur peut déposer plainte auprès de la commission de discipline des Instituts respectifs, selon le cas, contre un ou plusieurs experts-comptables, réviseurs d'entreprises, conseils fiscaux, comptables ou comptables-fiscalistes agréés. La commission concernée informe le Conseil supérieur de la suite réservée à cette plainte.

§ 4. Le Conseil supérieur est composé de sept membres nommés par le Roi. Quatre d'entre eux, dont un doit être représentant des petites et moyennes entreprises, sont présentés sur une liste double proposée par le Conseil central de l'Économie. Trois membres sont présentés par le

**TITEL VII. — Het interinstitutencomité**

**Art. 53.** Er wordt een interinstitutencomité opgericht, samengesteld uit de respectievelijke voorzitters en ondervoorzitters van het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, het Instituut der bedrijfsrevisoren en het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten.

Het is een overlegorgaan tussen de Instituten en is met name bevoegd om over alle aangelegenheden betreffende de verschillende Instituten te beraadslagen.

Dit comité vergadert minstens tweemaal per jaar. Telkens wanneer de leden van één van de Instituten erom verzoeken vergadert het comité volgens de verzoeningsprocedure, waarvan de modaliteiten door de Koning worden bepaald.

Zijn advies is vereist over elk ontwerp van wet of van koninklijk besluit dat raakt aan de specifieke opdrachten van de accountants en/of de bedrijfsrevisoren, evenals van de belastingconsulenten, en de erkende boekhouders en fiscalisten.

**TITEL VIII. — Hoge Raad voor de economische beroepen**

**Art. 54. § 1.** Er wordt een « Hoge Raad voor de economische beroepen » opgericht, hierna Hoge Raad genoemd. De Hoge Raad is een zelfstandig organisme met zetel in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

De Hoge Raad heeft tot taak via het verstrekken, op eigen initiatief of op verzoek, van adviezen of aanbevelingen aan de regering, aan het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, aan het Instituut der bedrijfsrevisoren of aan het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, ertoe bij te dragen dat bij de uitoefening van de opdrachten die de wet aan de bedrijfsrevisoren en de accountants toevertrouwt en bij de verrichtingen van de accountant, de belastingconsulent, de bedrijfsrevisor, de erkende boekhouder en boekhouder-fiscalist het algemeen belang en de vereisten van het maatschappelijk verkeer in acht worden genomen. Deze adviezen of aanbevelingen zullen onder meer betrekking hebben op de uitoefening van de opdrachten omschreven in artikel 15bis van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

De Hoge Raad moet worden geraadpleegd voor elk koninklijk besluit dat moet worden genomen ter uitvoering van deze wet of de wetten betreffende de beroepen van bedrijfsrevisor, accountant, belastingconsulent, erkend boekhouder en boekhouder-fiscalist. De Koning moet elke afwijking van een eensluidend advies van de Hoge Raad, uitdrukkelijk met redenen omkleeden.

Bovendien moet de Hoge Raad worden geraadpleegd over elke beslissing met een algemene draagwijdte die door de Raad van het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten moet worden genomen in toepassing van artikel 27 of door de Raad van het Instituut der bedrijfsrevisoren of door de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten. De Raad van het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, de Raad van het Instituut der bedrijfsrevisoren en de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten kunnen niet afwijken van een advies dat door de meerderheid van de leden van de Hoge Raad is goedgekeurd, indien het advies betrekking heeft op een aangelegenheid die betrekking heeft op meer dan één beroep of hoedanigheid. De betrokken Raad kan slechts afwijken van adviezen over een aangelegenheid die slechts op één beroep of hoedanigheid betrekking heeft, als dit uitdrukkelijk met redenen omkleed wordt.

De Hoge Raad moet de hem gevraagde adviezen binnen drie maanden uitbrengen. Zo niet wordt hij geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht.

§ 2. De Hoge Raad organiseert permanent overleg met het instituut van de accountants en de belastingconsulenten, het Instituut der bedrijfsrevisoren en het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten.

Hij kan daartoe met elk van deze Instituten werkgroepen oprichten.

§ 3. De Hoge Raad kan bij de tuchtcommissie van de respectieve Instituten klacht neerleggen tegen, naar gelang van het geval, een of meer accountants, bedrijfsrevisoren, belastingconsulenten, erkende boekhouders of boekhouders-fiscalisten. De betrokken commissie stelt de Hoge Raad in kennis van het gevolg dat aan deze klacht is gegeven.

§ 4. De Hoge Raad bestaat uit zeven leden benoemd door de Koning. Vier onder hen, van wie één de kleine en middelgrote ondernemingen vertegenwoordigt, worden voorgedragen op een lijst met dubbeltallen door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven. Drie leden worden

ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, le ministre des Finances et le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Leurs émoluments sont fixés par le Roi.

§ 5. Le Roi arrête le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur sur proposition de celui-ci. Le ministère des Affaires économiques est chargé d'assurer le secrétariat et l'infrastructure du Conseil supérieur. Les autres frais de fonctionnement du Conseil supérieur sont supportés par les Instituts selon les modalités et dans les limites que le Roi détermine.

#### TITRE IX. — Disposition abrogatoire

**Art. 55.** § 1<sup>er</sup>. Les chapitres IV et V de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises, sont abrogés.

Les arrêtés pris en exécution des dispositions de ces chapitres restent d'application tant qu'ils ne sont pas modifiés sur la base de la présente loi.

§ 2. L'arrêté royal du 19 mai 1992 protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession de comptable est abrogé.

#### TITRE X. — Disposition modificative

**Art. 56.** L'article 614, 9°, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« 9° des décisions prononcées par la commission d'appel de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux. ».

**Art. 57.** L'article 2bis, 4° de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux est remplacé par la disposition suivante :

« 4° les personnes physiques ou morales inscrites sur la liste des experts-comptables externes et sur la liste des conseils fiscaux externes visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, ainsi que les personnes physiques ou morales inscrites au tableau des comptables agréés et au tableau des comptables-fiscalistes agréés visés à l'article 46 de la même loi. ».

#### TITRE XI. — Dispositions pénales

**Art. 58.** Celui qui s'attribue publiquement et sans titre la qualification d'expert-comptable ou de conseil fiscal, ou qui contrevient aux articles 16, 17, 18 et 37 est puni d'une amende de 200 francs à 1 000 francs.

Les articles 10, 12 et 13 de la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services sont d'application aux comptables agréés et aux comptables-fiscalistes agréés.

L'article 458 du Code pénal s'applique aux experts-comptables externes, aux conseils fiscaux externes, aux comptables agréés et aux comptables-fiscalistes agréés, aux stagiaires et aux personnes dont ils dépendent.

Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes auxquelles leurs organes ou préposés sont condamnés en vertu du présent article.

Le chapitre VII du Livre 1<sup>er</sup> du Code pénal ainsi que l'article 85 du même Code sont applicables aux infractions visées aux alinéas précédents.

#### TITRE XII. — Dispositions transitoires

**Art. 59.** Les droits du personnel de l'Institut des experts-comptables et de l'Institut professionnel des comptables leur restent acquis à l'égard des Instituts correspondants créés par la présente loi.

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Pour les périodes dont Il fixe la durée et qui au total ne peuvent excéder trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut sur la base de critères tenant compte des diplômes et/ou de l'expérience professionnelle du candidat, déterminer des conditions d'accès au titre de conseil fiscal qui dérogent aux dispositions de la présente loi.

§ 2. Le Roi détermine les conditions auxquelles les sociétés, qui prestatent les services visés à l'article 38 avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 peuvent porter, après l'entrée en vigueur de la présente loi, le titre de conseil fiscal pendant une période de maximum trois ans.

voorgedragen door de minister van Economische Zaken, de minister van Financiën en de minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft.

Hun bezoldiging wordt door de Koning vastgesteld.

§ 5. De Koning stelt het huishoudelijk reglement vast de Hoge Raad op diens voorstel. Het ministerie van Economische Zaken wordt ermee belast het secretariaat en de infrastructuur van de Hoge Raad waar te nemen. De overige werkingskosten van de Hoge Raad worden gedragen door de Instituten, op de wijze en binnen de grenzen die de Koning bepaalt.

#### TITEL IX. — Opheffingsbepaling

**Art. 55.** § 1. De hoofdstukken IV en V van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat worden opgeheven.

De besluiten genomen in uitvoering van de bepalingen van deze hoofdstukken blijven van toepassing zolang ze niet worden gewijzigd op basis van deze wet.

§ 2. Het koninklijk besluit van 19 mei 1992 houdende de bescherming van de beroepstitel en de uitoefening van het beroep van boekhouder wordt opgeheven.

#### TITEL X. — Wijzigingsbepaling

**Art. 56.** Artikel 614, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9° de beslissingen uitgesproken door de beroepscommissie van het Instituut van accountants en belastingconsulenten. ».

**Art. 57.** Artikel 2bis, 4°, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° de natuurlijke personen of rechtspersonen ingeschreven op de lijst van de externe accountants en op de lijst van de externe belastingconsulenten als bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 22 april 1999 betreffende boekhoudkundige en fiscale beroepen, alsook de natuurlijke personen en rechtspersonen ingeschreven op het tableau van de erkende boekhouders en op het tableau van de erkende boekhouders-fiscalisten als bedoeld in artikel 46 van voornoemde wet. ».

#### TITEL XI. — Strafbepalingen

**Art. 58.** Wie zich publiekelijk en onrechtmatig de hoedanigheid toeëigent van accountant of belastingconsulent, of wie de artikelen 16, 17, 18 en 37 overtreedt, wordt gestraft met een geldboete van 200 frank tot 1 000 frank.

De artikelen 10, 12 en 13 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn van toepassing op de erkende boekhouders en op de erkende boekhouders-fiscalisten.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op externe accountants, externe belastingconsulenten, externe boekhouders, erkende boekhouders-fiscalisten, stagiaires en de personen voor wie zij instaan.

Rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe hun organen en aangestelden krachtens dit artikel zijn veroordeeld.

Hoofdstuk VII van het Eerste Boek van het Strafwetboek, evenals artikel 85 van hetzelfde Wetboek, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in de voorgaande leden.

#### TITEL XII. — Overgangsbepalingen

**Art. 59.** De rechten van het personeel van het Instituut der accountants en van het Beroepsinstituut van boekhouders blijven verworven ten aanzien van de overeenstemmende Instituten die door deze wet worden opgericht.

**Art. 60.** § 1. Voor de periodes waarvan Hij de duur bepaalt en die samen een duur van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van deze wet niet mogen overschrijden, kan de Koning op grond van criteria die rekening houden met de diploma's en/of de beroepservaring van de kandidaat, toegangsvoorwaarden tot de titel van belastingconsulent bepalen die afwijken van deze wet.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder vennootschappen, die de diensten bedoeld in artikel 38 leverden vóór 1 januari 1999, de titel van belastingconsulent mogen dragen na de inwerkingtreding van deze wet gedurende een periode van maximum drie jaar.

§ 3. Pendant ces périodes, le conseil de l'Institut prend les décisions individuelles d'octroi de la qualité de conseil fiscal sur avis d'une commission qu'il crée et dont il détermine la composition et le fonctionnement et qui est chargée d'examiner si les candidats remplissent les conditions d'accès au titre de conseil fiscal arrêtées par le Roi en exécution des §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 61.** Les membres du Conseil supérieur du révisorat d'entreprises et de l'expertise comptable qui ont été nommés sur la base de l'article 101 de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises remplissent les fonctions visées à l'article 54, selon les modalités prévues dans l'arrêté royal du 23 juin 1994 portant exécution, en ce qui concerne le Conseil supérieur du révisorat d'entreprises et de l'expertise comptable, de l'article 101 de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises. Ils restent en fonction jusqu'au moment où le mandat visé dans l'arrêté royal du 23 novembre 1993 portant désignation des membres du Conseil supérieur du révisorat d'entreprises et de l'expertise comptable prend fin.

Par dérogation à l'article 10, le Conseil de l'Institut des experts-comptables, élu en 1998 en application de l'article 89 de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises, reste en fonction jusqu'à l'expiration du mandat de ses membres conformément à la même loi. Il prendra les mesures nécessaires pour associer à ses activités les membres ayant la qualité de conseil fiscal.

Le Conseil national, les Chambres exécutives et les Chambres d'appel de l'Institut professionnel des comptables, prévus à l'article 6, § 3, de la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, tels qu'élus à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, conformément au chapitre II de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services, restent en fonction jusqu'à l'expiration du mandat de leurs membres conformément aux mêmes dispositions.

#### TITRE XIII. — Dispositions finales

**Art. 62.** Le Roi peut modifier les dispositions de la présente loi et les arrêtés pris en son exécution en vue d'assurer la transposition en droit interne des directives relatives à la reconnaissance mutuelle des diplômes et des formations professionnelles.

**Art. 63.** Le Roi peut coordonner les dispositions suivantes :

1° la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises;

2° la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux;

3° la présente loi;

4° les dispositions qui modifient expressément ou implicitement les lois visées aux 1°, 2° et 3°.

A cet effet, Il peut, dans la coordination :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'améliorer la terminologie.

#### TITRE XIV. — Entrée en vigueur

**Art. 64.** Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

§ 3. Tijdens deze periodes neemt de raad van het Instituut de individuele beslissingen van het toekennen van de hoedanigheid van de belastingconsulenten op advies van een commissie, die het instituut opricht en waarvan het de samenstelling en de werking bepaalt, en die moet nagaan of de kandidaten de voorwaarden vervullen die door de Koning bepaald zijn in uitvoering van de §§ 1 en 2 voor de toegang tot de titel van belastingconsulent.

**Art. 61.** De leden van de Hoge Raad voor het bedrijfsrevisoraat en de accountancy die benoemd waren op basis van artikel 101 van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat nemen de taken waar die bedoeld worden in artikel 54, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit van 23 juni 1994 tot uitvoering, inzake de Hoge Raad voor het bedrijfsrevisoraat en de accountancy, van artikel 101 van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat. Zij blijven in functie tot het mandaat bedoeld in het koninklijk besluit van 23 november 1993 houdende benoeming van de leden van de Hoge Raad voor het bedrijfsrevisoraat en de accountancy verstreken is.

In afwijking van artikel 10, blijft de Raad van het Instituut der accountants, verkozen in 1998 in toepassing van artikel 89 van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat, in functie tot het mandaat van zijn leden is verstreken overeenkomstig dezelfde wet. Hij zal de nodige maatregelen treffen om de leden met de hoedanigheid van belastingconsulent bij zijn werkzaamheden te betrekken.

2De Nationale Raad, de Uitvoerende Kamers en de Kamers van Beroep van het Beroepsinstituut voor boekhouders, voorzien bij artikel 6, § 3, van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, zoals verkozen op de datum van inwerkingtreding van deze wet, overeenkomstig hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstellingen die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht, blijven in functie tot het mandaat van hun leden is verstreken overeenkomstig dezelfde bepalingen.

#### TITEL XIII. — Slotbepalingen

**Art. 62.** De Koning kan de bepalingen van deze wet wijzigen evenals haar uitvoeringsbesluiten met het doel de omzetting in het interne recht te verzekeren van de richtlijnen betreffende de wederzijdse erkenning van diploma's en van beroepsopleidingen.

**Art. 63.** De Koning kan de volgende bepalingen coördineren :

1° de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat;

2° de wet van 22 april 1999 betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten;

3° deze wet;

4° de bepalingen die de wetten bedoeld in 1°, 2° en 3° uitdrukkelijk of impliciet wijzigen.

Daartoe kan Hij in de coördinatie :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering doen overeenstemmen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen in de te coördineren bepalingen vervat, de redactie van die bepalingen wijzigen met het oog op hun overeenstemming en een betere terminologie.

#### TITEL XIV. — Inwerkingtreding

**Art. 64.** De Koning bepaalt de datum van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

## Notes

(1) Documents de la Chambre des représentants :

1923-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Texte adopté par la commission.

N° 5 et 6. Amendements.

N° 7. Articles adoptés en séance plénière.

N° 8. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

1924-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Texte adopté par la commission.

N° 5. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (article 77 de la Constitution).

Annales de la Chambre : 2, 4 et 11 mars 1999.

Document du Sénat :

1-1314-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2. Projet non évoqué par le Sénat.

## Nota's

(1) Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

1923-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslagen.

Nr. 4. Tekst aangenomen door de commissie.

Nrs. 5 en 6. Amendementen.

Nr. 7. Artikelen aangenomen in plenaire vergadering.

Nr. 8. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

1924-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslag.

Nr. 4. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (artikel 77 van de Grondwet).

Handelingen van de Kamer : 2, 4 en 11 maart 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1314-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2. Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

F. 99 — 1340

[S - C - 99/16118]

**22 AVRIL 1999. — Loi relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux (1)**

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**TITRE Ier. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**TITRE II. — De la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux**

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par « l'Institut » : l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, créé par l'article 2 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

**Art. 3.** La discipline sur les experts-comptables et les conseils fiscaux est exercée en premier ressort par une commission de discipline. Cette commission comprend deux chambres, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. Chaque chambre est composée d'un juge au tribunal de commerce, qui la préside, ainsi que de deux membres ayant chacun la (les) même(s) qualité(s) que le membre concerné, désignés par le Conseil de l'Institut. Le président est nommé par le Roi sur présentation du Ministre de la Justice. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Les membres et les suppléants sont nommés pour une période renouvelable de six ans. La compétence des chambres en matière linguistique est déterminée par la langue dans laquelle l'expert-comptable ou le conseil fiscal a introduit sa demande d'obtention de la qualité d'expert-comptable ou de conseil fiscal.

**Art. 4.** Des peines disciplinaires peuvent être infligées aux experts-comptables et aux conseils fiscaux :

1° qui ont manqué à leurs obligations professionnelles dans l'exercice de leurs missions d'expert-comptable ou de conseil fiscal;

2° qui ont manqué aux principes de dignité, de probité et de délicatesse qui font la base de la profession;

3° qui lèsent manifestement les droits du Trésor ou qui abusent des procédures fiscales dans l'exercice des activités visées à l'article 38 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées sont :

a) l'avertissement;

b) la réprimande;

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 16307.)

N. 99 — 1340

[S - C - 99/16118]

**22 APRIL 1999. — Wet betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten (1)**

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**TITEL II**

**Beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten**

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet dient te worden verstaan onder « Instituut » : het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten, opgericht bij artikel 2 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

**Art. 3.** De beroepstucht over accountants en belastingconsulenten wordt in eerste aanleg gehandhaafd door een tuchtcommissie. Die commissie bestaat uit twee kamers, een Nederlandstalige en een Franstalige. Elke kamer is samengesteld uit een voorzitter die rechter is in de rechtbank van koophandel en twee door de Raad van het Instituut aangewezen leden met dezelfde hoedanigheid(-heden) als het betrokken lid. De voorzitter wordt benoemd door de Koning op de voordracht van de minister van Justitie. Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervangend lid aangeduid. Leden en plaatsvervangende leden worden voor een vernieuwbare periode van zes jaar benoemd. De bevoegdheid van de kamers in taalaangelegenheden wordt bepaald door de taal waarin de accountant of de belastingconsulent zijn verzoek tot het bekomen van de hoedanigheid van accountant of belastingconsulent heeft ingediend.

**Art. 4.** Tuchtstraffen kunnen worden opgelegd aan accountants en belastingconsulenten :

1° die in de uitoefening van hun opdrachten als accountant en belastingconsulent, tekort gekomen zijn aan hun beroepsverplichtingen;

2° die de beginselen van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid die aan het beroep ten grondslag liggen, hebben geschonden;

3° die de rechten van de Schatkist manifest schenden of misbruik maken van de fiscale procedures bij de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 38 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

**Art. 5.** §1. De volgende tuchtstraffen kunnen worden opgelegd :

a) een waarschuwing;

b) een berisping;

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 16307.)

- c) l'interdiction d'accepter ou de continuer certaines missions;
- d) la suspension pour un terme ne pouvant excéder une année;
- e) la radiation.

La suspension emporte interdiction d'exercer des activités professionnelles en tant qu'expert-comptable ou conseil fiscal en Belgique pour la durée prévue par la peine. Elle emporte interdiction de participer aux délibérations et élections des assemblées générales, du Conseil et des commissions de l'Institut ainsi que de la commission d'appel, pendant la durée de l'exécution de cette peine disciplinaire.

La radiation emporte interdiction d'exercer la profession d'expert-comptable ou de conseil fiscal en Belgique.

§ 2. Une plainte à l'encontre d'un expert-comptable ou d'un conseil fiscal peut être introduite auprès du Conseil de l'Institut par le procureur général près la cour d'appel, par le Ministre des Finances relativement aux activités visées à l'article 38 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, ou par tout intéressé. Le Conseil de l'Institut instruit la plainte. S'il estime que les griefs dirigés contre l'expert-comptable ou le conseil fiscal incriminé sont insuffisants, il déclare qu'il n'y a pas lieu de poursuivre. S'il estime que les griefs sont suffisants, il renvoie cette personne devant la commission de discipline.

En outre, le Conseil de l'Institut peut décider d'office de renvoyer un expert-comptable ou un conseil fiscal devant la commission de discipline.

Toute décision de renvoi comporte une relation des faits reprochés à l'expert-comptable ou au conseil fiscal. Elle mentionne également les dispositions législatives ou réglementaires ou encore les règles déontologiques sur lesquelles se fonde l'accusation.

En cas de renvoi, le Conseil transmet son dossier à la commission.

§ 3. La commission de discipline ne peut prononcer une peine disciplinaire que si l'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé a été invité par lettre recommandée à la poste, adressée au moins trente jours à l'avance, à se présenter devant la commission.

Cette lettre relate, sous peine de nullité, les faits reprochés, mentionne la faculté de consulter le dossier et invite l'expert-comptable ou le conseil fiscal à adresser à la commission de discipline un mémoire de défense auquel sont joints tous les documents utiles à sa défense.

L'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé bénéficie d'un droit de récusation dans les cas prévus à l'article 828 du Code judiciaire.

La commission de discipline composée autrement statue sur la récusation.

L'expert-comptable ou le conseil fiscal peut faire valoir sa défense verbalement ou par écrit. Il peut se faire assister par un avocat ou par un membre de l'Institut.

§ 4. La procédure est publique, à moins que le huis clos ne soit demandé par l'expert-comptable ou le conseil fiscal concerné ou que la publicité ne porte atteinte à la moralité, à l'ordre public, à la sécurité nationale, à l'intérêt des mineurs, à la protection de la vie privée, à l'intérêt de la justice ou au secret au sens de l'article 58 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

§ 5. Les décisions de la commission de discipline sont motivées. Elles sont notifiées sans retard, sous pli recommandé à la poste, à l'expert-comptable ou au conseil fiscal intéressé, au Conseil de l'Institut et au procureur général près la cour d'appel. Elles sont aussi notifiées au Ministre des Finances et à tout intéressé s'ils sont les auteurs de la plainte.

Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles concernant les délais d'opposition et d'appel et les modalités selon lesquelles l'opposition ou l'appel peuvent être formés. A défaut de ces mentions, la notification est nulle. Le procureur général peut demander communication du dossier.

§ 6. 1° Toutes les sanctions disciplinaires inférieures à celle de la suspension sont effacées après un délai de cinq ans, à compter de la date de la décision définitive prononçant une peine disciplinaire, à condition que le membre n'ait pas été frappé de la peine de suspension et n'ait encouru aucune sanction nouvelle pendant ce délai.

2° Tout membre de l'Institut qui a encouru une ou plusieurs sanctions disciplinaires n'ayant pas été effacées en application du 1°, peut introduire une demande en réhabilitation auprès de la commission d'appel visée à l'article 7.

c) verbod om bepaalde opdrachten nog te aanvaarden of voort te zetten;

d) een schorsing voor ten hoogste een jaar;

e) een schrapping.

Een schorsing houdt het verbod in het beroep van accountant of belastingconsulent in België voor de in de tuchtstraf bepaalde tijd nog uit te oefenen. Een schorsing houdt ook het verbod in om deel te nemen aan beraadslagingen en verkiezingen in de algemene vergaderingen, de Raad en de commissies van het Instituut evenals in de commissie van beroep, zolang de tuchtstraf uitwerking heeft.

Een schrapping houdt het verbod in om het beroep van accountant of belastingconsulent in België nog uit te oefenen.

§ 2. Een klacht tegen een accountant of een belastingconsulent kan bij de Raad van het Instituut ingediend worden door de procureur-generaal bij het hof van beroep, door de Minister van Financiën, met betrekking tot de activiteiten bedoeld in artikel 38 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, of door een belanghebbende. De Raad van het Instituut onderzoekt de klacht. Indien hij van oordeel is dat er tegen de aangeklaagde accountant of belastingconsulent onvoldoende bezwaren bestaan, verklaart hij dat er geen reden is tot vervolging. Indien hij van oordeel is dat er voldoende bezwaren bestaan, verwijst hij die persoon naar de tuchtcommissie.

De Raad van het Instituut kan ook ambtshalve beslissen een accountant of een belastingconsulent naar de tuchtcommissie te verwijzen.

Iedere beslissing tot verwijzing bevat een omschrijving van de feiten die aan de accountant of de belastingconsulent ten laste gelegd worden. Ze vermeldt ook de wetsbepalingen, de verordeningsbepalingen of de deontologische regels waarop de tenlastelegging steunt.

Ingeval van verwijzing doet de Raad zijn dossier aan de commissie toekomen.

§ 3. De tuchtcommissie kan enkel een tuchtstraf uitspreken indien de betrokken accountant of belastingconsulent ten minste dertig dagen op voorhand met een ter post aangetekende brief verzocht is voor de commissie te verschijnen.

Op straffe van nietigheid worden in deze brief de ten laste gelegde feiten uiteengezet, wordt gewezen op de mogelijkheid tot inzage van het dossier en wordt de accountant of belastingconsulent verzocht de tuchtcommissie een verweerschrift te bezorgen, waarbij alle voor zijn verweer nuttige stukken zijn gevoegd.

De betrokken accountant of belastingconsulent heeft een recht van wraking in de gevallen bepaald bij artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek.

Over de wraking beslist de tuchtcommissie in een andere samenstelling.

De accountant of belastingconsulent mag zijn verweer mondeling of schriftelijk doen gelden. Hij mag zich laten bijstaan door een advocaat of een lid van het Instituut.

§ 4. De procedure is openbaar, tenzij de betrokken accountant of belastingconsulent een behandeling achter gesloten deuren vraagt of een openbare procedure gevaar oplevert voor de goede zeden, de openbare orde, de nationale veiligheid, het belang van minderjarigen, de bescherming van het privé-leven, het belang van de rechtspraak of de geheimhoudingsplicht als bedoeld in artikel 58 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

§ 5. De beslissingen van de tuchtcommissie worden met redenen omkleed. Zij worden onverwijld met een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht aan de betrokken accountant of belastingconsulent, de Raad van het Instituut en de procureur-generaal bij het hof van beroep. Zij worden tevens meegedeeld aan de Minister van Financiën en aan elke andere belanghebbende wanneer zij de indiener zijn van de klacht.

Bij deze kennisgeving worden ook alle nuttige inlichtingen gevoegd over de termijnen van verzet en hoger beroep en de wijze waarop verzet of hoger beroep kunnen worden ingesteld. Indien deze vermeldingen ontbreken, is de kennisgeving nietig. De procureur-generaal kan mededeling vragen van het dossier.

§ 6. 1° Alle minder zware tuchtstraffen dan de schorsing worden na het verstrijken van een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de definitieve beslissing waarbij een tuchtstraf werd uitgesproken, uitgewist, op voorwaarde dat het lid in die tussentijd geen schorsing noch enige nieuwe sanctie opgelopen heeft.

2° Ieder lid van het Instituut dat een of meer tuchtstraffen heeft opgelopen, welke niet zijn uitgewist bij toepassing van 1°, mag bij de commissie van beroep, bedoeld in artikel 7, een aanvraag tot eerherstel indienen.



Cette demande n'est recevable que si :

- a) un délai de cinq ans s'est écoulé depuis la date de la décision définitive prononçant la dernière peine disciplinaire;
- b) l'intéressé a obtenu la réhabilitation en matière pénale, au cas où une des sanctions disciplinaires a été prise pour un fait qui a donné lieu à une condamnation pénale;
- c) un délai de deux ans s'est écoulé depuis la décision de la commission d'appel, au cas où celle-ci a rejeté une demande antérieure.

3° L'application de la disposition prévue au 1° ainsi que la décision accordant réhabilitation font cesser pour l'avenir tous les effets des sanctions auxquelles cette disposition ou la décision s'applique.

**Art. 6.** Celui à charge duquel une décision disciplinaire par défaut a été rendue peut faire opposition à cette décision dans le mois à partir du jour où elle lui a été notifiée.

Pour être recevable, l'opposition doit être formée dans le délai prescrit, par une lettre recommandée à la poste adressée à la commission de discipline.

Lorsque l'opposant fait défaut une seconde fois, une nouvelle opposition n'est plus recevable.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'appel des décisions de la commission de discipline est introduit auprès de la commission d'appel.

La commission d'appel connaît en outre des appels contre les mesures d'interdiction prises par le Conseil de l'Institut en vertu de l'article 29 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Cette commission comprend deux chambres, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. La chambre d'expression française connaît des appels formés contre les décisions rendues par la chambre d'expression française de la commission de discipline et la chambre d'expression néerlandaise connaît des appels formés contre les décisions rendues par la chambre d'expression néerlandaise de la commission de discipline.

Chaque chambre est composée d'un conseiller auprès d'une cour d'appel, qui la préside, d'un juge au tribunal de commerce et d'un juge au tribunal du travail, tous présentés par le Ministre de la Justice et nommés par le Roi, ainsi que de deux membres ayant chacun la (les) même(s) qualité(s) que le membre concerné, élus par l'assemblée générale de l'Institut. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Les membres et les suppléants sont nommés pour une période renouvelable de six ans.

§ 2. L'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé ainsi que le Conseil de l'Institut, le procureur général près la cour d'appel, le Ministre des Finances relativement aux activités visées à l'article 38 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, ainsi que tout intéressé auteur de la plainte, peuvent interjeter appel, dans le mois à partir du jour où la décision leur a été notifiée.

§ 3. Pour être recevable, l'appel doit être introduit dans le délai prescrit auprès de la commission d'appel par une lettre recommandée à la poste.

§ 4. La commission d'appel ne peut statuer qu'après que l'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé a été invité à se présenter devant la commission d'appel par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance. L'intéressé doit être mis en mesure de consulter le dossier.

§ 5. Les §§ 3, alinéas trois à cinq, 4, 5 et 6 de l'article 5 sont également d'application.

**Art. 8.** Dans les trois mois à partir du jour où elle a été notifiée, la décision de la commission d'appel peut être déferée par l'expert-comptable ou le conseil fiscal intéressé, le Conseil de l'Institut, le procureur général près la cour d'appel et le Ministre des Finances à la Cour de cassation, selon les formes des pourvois en matière civile.

Le pourvoi en cassation est suspensif.

Si la décision est annulée, la Cour de cassation renvoie la cause devant la commission d'appel, autrement composée, qui se conforme à la décision de la Cour sur le point de droit jugé par elle.

Deze aanvraag is slechts ontvankelijk op voorwaarde dat :

- a) een termijn van vijf jaar is verlopen sedert de datum van de definitieve beslissing waarbij de laatste tuchtstraf werd uitgesproken;
- b) betrokkene strafrechtelijk eerherstel heeft verkregen indien hij een tuchtstraf heeft opgelopen voor een feit dat tot een strafrechtelijke veroordeling aanleiding heeft gegeven;
- c) een termijn van twee jaar is verstreken sedert de beslissing van de commissie van beroep is uitgesproken, ingeval deze een vorige aanvraag heeft afgewezen.

3° De toepassing van het bepaalde in 1° alsook de beslissing tot verlening van eerherstel, stelt voor de toekomst alle gevolgen buiten werking van de sancties waarop deze bepaling of deze beslissing toepassing vindt.

**Art. 6.** Hij tegen wie een tuchtbeslissing bij verstek werd gewezen, kan hiertegen verzet aantekenen binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de dag waarop deze hem werd betekend.

Om ontvankelijk te zijn moet het verzet gedaan worden bij een ter post aangetekend schrijven aan de tuchtcommissie, binnen de gestelde termijn.

Wanneer de eiser een tweede maal verstek laat gaan, is nieuw verzet niet meer toelaatbaar.

**Art. 7.** § 1. Hoger beroep tegen de beslissingen van de tuchtcommissie wordt ingesteld bij de commissie van beroep.

De beroepscommissie is tevens bevoegd inzake de beroepen tegen de verbodsbepalingen genomen door de Raad van het Instituut op basis van artikel 29 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

Die commissie bestaat uit twee kamers, een Nederlandstalige en een Franstalige. De Franstalige kamer neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen door de Franstalige kamer van de commissie en de Nederlandstalige kamer neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen door de Nederlands-talige kamer van de tuchtcommissie.

Elke kamer is samengesteld uit een voorzitter die raadsheer is bij het hof van beroep, een rechter in de rechtbank van koophandel en een rechter in een arbeidsrechtbank, allen voorgedragen door de Minister van Justitie en benoemd door de Koning, alsmede uit twee leden aangewezen door de algemene vergadering van het Instituut met dezelfde hoedanigheid (heden) als het betrokkene lid. Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervangend lid aangeduid.

Leden en plaatsvervangende leden worden voor een vernieuwbare termijn van zes jaar benoemd.

§ 2. De betrokken accountant of belastingconsulent alsook de Raad van het Instituut, de procureur-generaal bij het hof van beroep, de Minister van Financiën, wat de activiteiten bedoeld in artikel 38 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen betreft, evenals elke betrokkene indiener van de klacht, kunnen hoger beroep instellen binnen de maand te rekenen vanaf de dag waarop de beslissing hen werd betekend.

§ 3. Om ontvankelijk te zijn moet het hoger beroep ingesteld worden bij een ter post aangetekend schrijven aan de commissie van beroep, binnen de gestelde termijn.

§ 4. De commissie van beroep kan enkel uitspraak doen indien de betrokken accountant of belastingconsulent ten minste vijftien dagen op voorhand met een ter post aangetekende brief verzocht is voor de commissie te verschijnen. De betrokkene moet de mogelijkheid krijgen tot inzage van het dossier.

§ 5. De paragrafen 3, derde tot vijfde lid, 4, 5 en 6 van artikel 5 zijn eveneens van toepassing.

**Art. 8.** Binnen drie maanden vanaf de dag waarop van de beslissing van de commissie van beroep kennis is gegeven, kan zij door de belanghebbende accountant of belastingconsulent, door de Raad van het Instituut, door de procureur-generaal bij het hof van beroep en de Minister van Financiën aan het Hof van Cassatie worden voorgelegd volgens de vormvereisten voor voorzieningen in burgerlijke zaken.

Voorziening in cassatie heeft schorsende werking.

Wordt de beslissing vernietigd, dan verwijst het Hof van Cassatie de zaak naar een anders samengestelde commissie van beroep, die zich voegt naar de beslissing van het Hof over het door hem beslechte rechtspunt.

**TITRE III. — Dispositions finales**

**Art. 9.** Le Roi peut coordonner les dispositions suivantes :

1° la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises;

2° la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales;

3° la présente loi;

4° les dispositions qui modifient : expressément ou implicitement les lois visées aux 1°, 2° et 3°.

A cet effet, il peut, dans la coordination :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'améliorer la terminologie.

**TITRE IV. — Entrée en vigueur**

**Art. 10.** Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 22 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Notes

(1) *Documents de la Chambre des représentants* :  
1924-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Texte adopté par la commission.

N° 5. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales de la Chambre* : 2 et 4 mars 1999.

*Document du Sénat* :

1-1302-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2. Rapport.

N° 3. Texte adopté par la commission.

N° 4. Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

*Annales du Sénat* : 1<sup>er</sup> avril 1999.

**TITEL III. — Slotbepalingen**

**Art. 9.** De Koning kan de volgende bepalingen coördineren :

1° de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat;

2° de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

3° deze wet;

4° de bepalingen die de wetten bedoeld in 1°, 2° en 3° uitdrukkelijk of impliciet wijzigen.

Daartoe kan Hij in de coördinatie :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering doen overeenstemmen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen in de te coördineren bepalingen vervat, de redactie van die bepalingen wijzigen met het oog op hun overeenstemming en een betere terminologie.

**TITEL IV. — Inwerkingtreding**

**Art. 10.** De Koning bepaalt de datum van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Gegeven te Brussel, 22 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

K. PINXTEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Nota's

(1) *Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers* :  
1924-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslag.

Nr. 4. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Handelingen van de Kamer* : 2 en 4 maart 1999.

*Gedr. St. van de Senaat* :

1-1302-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2. Verslag.

Nr. 3. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

*Handelingen van de Senaat* : 1 april 1999.